

LA LOI DE 1841
SUR LE
TRAVAIL DES ENFANTS
DANS LES MANUFACTURES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Vendredi 27 novembre 1931, à 14 heures

PAR

Suzanne TOUREN

Président : M. OUALID, *Professeur*
Suffragants { MM. ESCARRA, } *Professeurs.*
 { SOLUS, }

PARIS

LIBRAIRIE DES LOIS ET DÉCRETS COMMENTÉS

147, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 147. — PARIS (V°)

(Chèque Postal : Paris c. c. BELZACQ Maurice 372.86)

1931



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA LOI DE 1841

SUR LE

TRAVAIL DES ENFANTS

DANS LES MANUFACTURES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Vendredi 27 novembre 1931, à 14 heures

PAR

Suzanne TOUREN

Président : M. OUALID, *Professeur*
 Suffragants { MM. ESCARRA, } *Professeurs.*
 SOLUS, }

PARIS

LIBRAIRIE DES LOIS ET DÉCRETS COMMENTÉS

147, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 147. — PARIS (v°)

(Chèque Postal : Paris c. c. BELZACQ Maurice 372.86)

1931



CHAPITRE PREMIER

LE DRAME DE L'ENFANCE OUVRIERE

“ Il y a des libertés qui oppriment
et des lois qui affranchissent ”.

LACORDAIRE

Incomplète et d'ailleurs inappliquée, la loi du 11 mars 1841 n'en garde pas moins une importance capitale : pour la première fois, et combien timidement, l'Etat se risque à intervenir dans la question ouvrière, dans les manufactures.

Le régime de la liberté du travail, jusqu'alors indiscuté, connaîtrait-il son déclin ? Avec la naissance du socialisme et son développement, le principe de l'intervention aurait-il triomphé ? Pas encore.

La loi de 1841 n'est pas une loi de principe, dictée par une doctrine, mais un remède à des maux trop longtemps supportés en silence, dû au grand mouvement de pitié des hommes que leur vie en faisait les témoins. Pour la plupart manufacturiers, désireux de mettre un terme chez eux à ces abus, mais impuis-

sants en face de la concurrence, ils ont tant fait qu'ils sont arrivés, enfin, après des années de lutte, à secouer l'inertie des pouvoirs publics et à obtenir le vote d'une loi.

Pénétrons donc à leur suite dans une des ces manufactures où l'on employait les enfants aux environs de 1830.

Le machinisme, venu d'Angleterre, s'est introduit en France depuis dix à quinze ans et est en plein développement ; de tous côtés se créent des usines, dans la hâte d'utiliser les inventions nouvelles et d'en tirer tout le profit possible ; comme il leur faut des ouvriers, les campagnes sont désertées, et l'on se rue à l'envi vers la ville, dans le mirage d'un gain illusoire.

C'est encore la période d'adaptation, toujours dangereuse, que marquent fatalement d'inévitables abus. C'est au machinisme en effet qu'il faut attribuer, pour la plus grande part, le travail des enfants.

Les besognes de force leur sont interdites ? Qu'importe, puisqu'elles sont désormais réservées aux machines ; et pour le reste, l'enfant ne remplace-t-il pas avantageusement l'adulte si on peut le payer moins cher ? Les manufacturiers ont hâte, en effet, de récupérer les gros capitaux qu'ils ont enfouis dans l'achat des coûteuses machines, et recherchent des ouvriers à bas salaire. Il faut ajouter que l'enfant est

plus apte à certaines tâches ; sa souplesse lui permet de se glisser partout, l'agilité de ses doigts menus fait ses gestes plus précis.

Mais la machine ne se fatigue pas ; la tentation est grande de prolonger la journée pour amortir plus rapidement le capital qu'elle représente. Quant à l'enfant... l'on n'y songe guère : il va tant que ses forces le lui permettent et bien au delà.

Les témoignages ne nous font pas défaut à ce sujet ; choisissons-en quelques-uns :

Théodore Lebreton, ouvrier imprimeur à Rouen, qui a chanté dans ses *Heures de repos d'un ouvrier* toutes les misères du travail, n'a pas manqué de faire une place à l'enfant :

«... Car déjà la voix du destin
Avait crié : « Sept ans ont passé sur ta vie,
Enfant, aux ateliers va demander ton pain... »

A l'inexorable sentence
Il fallut obéir. Sous son poignet de fer
Le travail écrasa sa débile existence ;
Sur ses jours séquestrés comme au fond de l'enfer
L'atelier referma sa prison enfumée...

... Là plus de calme pour son âme,
Plus de libres instants pour reposer son corps
Plus de ces tendres soins que l'enfance réclame,
Plus d'encens vers le ciel ni de touchants accords ;
Mais tout le bruit confus de l'inférieure scène,

De l'air impur à respirer,
Le blasphème vomé par une bouche obscène.
Mais là tout ce qui peut flétrir et torturer. »

Les voilà, arrivant à l'usine, à l'aube et sous la pluie. Regardons, tel que l'a peint Villermé, le lamentable tableau de ces enfants et de ces femmes, qui viennent depuis la banlieue de Mulhouse, parcourant à pied un long trajet qui est déjà une fatigue :

« Il faut les voir arriver chaque matin en ville et en partir le soir. Il y a parmi eux une multitude de femmes pâles, maigres, marchant pieds nus au milieu de la boue et qui, faute de parapluie, portent, renversé sur la tête, leur tablier ou leur jupon de dessus, pour se préserver la figure et le cou, et un nombre encore plus considérable de jeunes enfants non moins sales, non moins hâves, couverts de haillons tout gras de l'huile des métiers tombée sur eux pendant qu'ils travaillent. Ces derniers, mieux préservés de la pluie par l'imperméabilité de leurs vêtements, n'ont pas même au bras, comme les femmes dont on vient de parler, un panier où sont les provisions pour la journée ; mais ils portent à la main, ou cachent sous leur veste ou comme ils le peuvent, le morceau de pain qui doit les nourrir jusqu'à l'heure de leur rentrée à la maison.

» Le soir, ils arrivent chez eux accablés par le besoin de dormir, et le lendemain, ils en sortent avant

d'être complètement reposés, pour se trouver à l'atelier à l'heure de l'ouverture. »

Au travail, tout le long du jour, sans bouger, voyons-les défiler, en une fresque lamentable, ces enfants souffrants, avec leurs visages crispés, leurs attitudes trop souvent contorsionnées :

Voici d'abord les dévideurs de coton « assis sur des tabourets très élevés pour les empêcher de descendre et tenir leur attention en éveil. Chacun a devant soi trois à quatre bobines et en aspire sans relâche les flocons. L'un d'eux, un peu moins jeune, tourne la roue, et on voit son pauvre corps se dévier et la sueur perler sur son visage ¹. »

Et voici les plus jeunes d'entre eux, ceux qui sont employés au bobinage du coton :

« On ne peut voir sans une émotion douloureuse ces enfants se précipiter à terre pour ramasser le déchet, et le chariot du métier passer par-dessus ces pauvres petites créatures, couchées à plat sur le plancher pour ne pas être blessées ou écrasées ¹ ». »

Un peu plus loin, nous assistons à l'épluchage du coton, qui est également la tâche de très jeunes enfants ; le coton est suspendu devant une fenêtre et « le nettoyeur à la même place, debout et le corps

1. *L'ouvrier de huil ans* (Jules Simon).

2. Première lettre à François Delessert, 6 août 1840 (Daniel Le Grand).

tendu, enlève, une à une, les particules de poussière qui y sont logées ² ».

Si nous pénétrons maintenant dans une manufacture d'épingles, nous voyons qu'elle ne le cède en rien à la filature : « On voit de jeunes enfants, dont quelques-uns n'ont pas même atteint leur sixième année, obligés de demeurer assis pendant douze heures par jour devant une table, le corps continuellement courbé, les yeux fixés sans relâche sur les têtes d'épingles qu'ils doivent ajuster à l'aide d'un mouvement continu des pieds et des mains ³. »

Douze heures... beaucoup plus en général. Les journées de quinze heures, quinze heures et demie, sont fréquentes dans les manufactures de coton et de laine ; dans certaines filatures d'Alsace, elles atteignent la durée de dix-sept heures, dont une demi-heure pour déjeuner et une heure pour dîner. On a même peine à réaliser exactement et à donner toute leur valeur aux mots ; et quand on songe que des enfants de six à huit ans en général, parfois seulement de cinq ans, étaient astreints à ces interminables journées, on peut se demander par quel miracle leurs forces y auraient pu résister, et l'on ne s'étonne plus des tristes résultats qu'il fallut bien constater ensuite, en voyant grandir une jeunesse flétrie avant l'âge.

1. *De la condition physique et morale des jeunes ouvriers et des moyens de l'améliorer* (Ducpétiaux).

2. *Id.*

Sans doute le travail n'était-il pas toujours aussi fatigant que nous l'avons montré ; sans doute leur besogne consistait parfois en la seule surveillance de la machine ; mais c'est déjà trop de la simple obligation de rester debout sans changer de place dans une pièce fermée ; peut-on se rendre compte de ce que cela représente pour un enfant dont la vie et la santé sont de pouvoir remuer, courir, crier librement ? Quinze, seize heures à une tâche monotone, maussade, ennuyeuse, tous les jours au réveil n'avoir que cette seule perspective, quelle fatigue avant même de commencer ! Ils n'y pensaient même plus peut-être, devenues de petites choses insensibles, à force de misère et d'abrutissement.

Parfois ils mouraient, souvent ; et ce n'étaient pas les plus à plaindre ; plus souvent encore ils restaient difformes pour leur vie, toute leur vie sans joie, à laquelle ils ne connaissaient qu'un seul moyen d'échapper : boire pour oublier.

A l'usine, l'atmosphère était le plus souvent malsaine. Villermé nous parle longuement de ces ateliers où se battait le coton brut, dont l'air était épaissi d'un nuage de poussières irritantes ; le nom avait même été inventé de « phtisie cotonneuse » pour la maladie des voies respiratoires que l'on y contractait. Ailleurs, l'air était plus salubre, mais la température de vingt-cinq degrés régnait continuellement.

Quant aux accidents, ils étaient fréquents ; les précautions n'avaient pas encore été prises pour isoler les machines, et les enfants, imprudents, étourdis, étaient des victimes toutes désignées.

Faut-il compléter ce triste tableau en ajoutant qu'ils étaient maltraités, battus, terrorisés ? Il ne semble pas que ce soit là simple littérature ; Villermé lui-même dit que si, en général, les maîtres ne toléraient pas que les enfants soient frappés, les contremaîtres et les ouvriers ne s'en faisaient pas faute, et il nous rapporte cette phrase demeurée célèbre, que « dans quelques établissements de Normandie, le nerf de bœuf figurait sur le métier au nombre des instruments de travail ». Ce n'était pas assez, pour abêtir ces misérables enfants, de la fatigue d'un travail sans fin, il y fallait ajouter la peur des coups, qui rend maladroit, craintif et haineux.

Que dire de la nuit ! quand, dans les moments de presse — cela arrivait — les enfants étaient retenus à l'atelier. C'est alors qu'il fallait, pour secouer leur sommeil, forcer à s'ouvrir leurs yeux lourds, et leurs corps las à s'activer, employer les moyens les plus brutaux ; en Angleterre, on avait imaginé de leur enfiler de grandes bottes de métal pour empêcher leurs genoux de plier.

L'on s'étonne que leurs parents aient pu supporter cela ; poussés par quelle incroyable misère pouvaient-ils se résoudre à envoyer leurs enfants à l'atelier ?

La réponse est simple : ils étaient passés par là, il leur semblait tout naturel que ce soit le tour des autres ; ils ne réfléchissaient plus ; la roue tournait : ils avaient été battus, ils battaient ; enfants, leurs parents les avaient forcés à travailler, c'était leur tour maintenant, sans songer à mal, d'user de leurs enfants dont le salaire, si modique soit-il, n'en était pas moins nécessaire. Sébastien Commissaire, dans ses Mémoires, se fait l'écho de cet état d'esprit : « Mon père, nous dit-il, avait de singulières idées sur l'autorité maritale et paternelle : il croyait avoir le droit de battre sa femme et ses enfants sans que personne ait rien à y voir. Ces idées absurdes avaient cours dans le milieu où il vivait. Je me rappelle avoir vu, dans ma jeunesse, ces idées partagées par un grand nombre d'ouvriers. Ils ne se croyaient pas méchants pour cela, ils pensaient tout simplement user d'un droit. » Il en va donc à la maison comme à l'atelier, avec les parents comme avec les maîtres.

Au reste les enfants n'étaient guère plus heureux chez eux qu'à l'usine ; il faut voir ce qu'étaient les logements de la plupart de ces ouvriers accourus de toutes parts pour venir s'entasser autour des usines ; les descriptions sont restées célèbres, de ces caves ou de ces greniers également malsains, humides, où toute une famille se serrait dans une pièce et parfois sur une paille, dans une promiscuité de tous les ins-

tants ; ce sont les caves de la rue des Etaques, à Lille ; ce sont les basses rues d'Amiens, les quartiers de Martinville, à Rouen, de Saint-Rémi et de Saint-Nicaise, à Reims. C'est là le foyer qui attend, au retour de l'usine, l'enfant épuisé ; c'est en face de cette misère qu'il se trouve, grelottant, au moment de se détendre et de reprendre des forces. L'atmosphère familiale s'est d'ailleurs évanouie : chacun travaille de son côté toute la journée, les moments de repos ne sont pas les mêmes ; le soir, on se retrouve, anéanti de fatigue pour s'endormir lourdement.

Aussi existait-il quelques raisons de comparer le sort de ces enfants à celui des esclaves : « Nous avons réprimé la traite des noirs, ne mettrons-nous pas un terme à la traite des blancs ? » s'écriera Léon Faucher.

Pour Villermé, c'est des forçats, nous le verrons, qu'il les rapproche, avec cette différence que lorsqu'il s'agit de ces derniers, la journée a du moins été limitée à dix heures de travail effectif.

Aussi faut-il voir le résultat physique et moral d'un pareil traitement :

Villermé a publié des tables de mortalité qui sont plus éloquentes que toutes les descriptions. Qu'il nous suffise de dire que d'après les recherches faites à Mulhouse, pour la période 1823-1824, le nombre des années de vie probable à la naissance est, pour la classe des manufacturiers, de 28 ans et 2 mois, et pour

celle des tisserands et ouvriers des filatures, de 1 an et 5 mois.

Et parmi ceux qui survivent, combien peu sont sains et bien portants ! Que de difformités contractées à la suite d'une position trop longtemps gardée, d'un geste unique trop souvent répété ; que de maladies récoltées dans l'air vicié des ateliers ! C'est la phtisie pulmonaire, c'est le développement des scrofules « qui marquent les enfants et les jeunes gens de leurs gonflements, de leurs cicatrices, de leurs infirmités, de leurs déformations hideuses », c'est une stature définitivement petite et grêle, et Villermé constate en 1837 que la taille de l'homme de guerre en France a diminué progressivement au cours des quarante années précédentes.

C'est en effet lors des opérations du recrutement de l'armée qu'apparaît au grand jour cette véritable dégénérescence des populations ouvrières. Au cours de la période 1814-1830, contre 100 conscrits bons pour le service, il en faut compter 166 inaptes à Rouen, 170 à Elbeuf, 117 à Lille, 110 à Mulhouse, alors que dans les cantons agricoles leur nombre se borne à 50. Comme l'a dit Montalembert lors de la discussion de la loi à la Chambre des Pairs : « Si les méthodes suivies par l'agriculture faisaient dégénérer à ce point la race bovine ou la race chevaline, on s'empres- serait de porter remède à ces méthodes, et parce qu'il

s'agit de la race humaine, on reste les bras croisés ! »

La dégradation morale n'a d'ailleurs rien à envier au dépérissement physique. Comment en pourrait-il être autrement ? Quelle est l'éducation des enfants livrés dès l'âge de six ou sept ans au travail d'atelier ? Ils ne sont pas encore allés à l'école, ils n'iront pas davantage désormais. Et quels exemples autour d'eux ? A l'atelier, où hommes et femmes travaillent côte à côte, leurs yeux s'ouvrent à tout ce qu'offre la vie de tristesse et de honte ; les propos grossiers de leurs aînés ne sont pas perdus pour leurs oreilles, et ils se font un point d'honneur de suivre l'exemple qui leur est donné, sans même que l'idée leur vienne qu'il en pourrait être autrement. Quand arrive le dimanche, l'occasion est belle d'aller faire le tour des cabarets, qui ne manquent pas de pulluler à travers ces tristes quartiers.

Le cynisme de certains fabricants est tel qu'ils en arrivent à se réjouir de cette mauvaise conduite qui leur livre pieds et poings liés les ouvriers dénués de ressources, désarmés pour se défendre en face du besoin.

Parmi les jeunes filles, la prostitution fleurit ; c'est une coutume fréquente et lucrative que d'aller faire, à la sortie de l'atelier, le « cinquième quart de journée », et le personnel de plusieurs maisons de Paris se recrute dans les ateliers de province.

Aussi est-ce en majeure partie dans cette classe de la population que se forme l'armée du crime ; l'absence totale de principes moraux, la méchanceté qui naît de la souffrance, les vices contractés dès le jeune âge, tout favorise le développement de la criminalité. Quand viennent les jours de chômage et que manquent les ressources, il faut pourtant trouver le moyen de vivre. La simple haine de l'atelier peut même être un mobile assez puissant ; un jour vient où l'on n'en peut plus ; « le vagabondage, avec sa liberté qui console de sa misère, devient pour les enfants du peuple une irrésistible séduction. Quand ils ne meurent pas et quand ils sont las de souffrir, ils vont battre le pavé de Paris. En fin de compte, c'est la prison qui les reçoit. Qu'on aille voir et interroger les 600 jeunes détenus qui peuplent la prison de la Roquette ; ils sont là presque tous par la faute de leurs maîtres ou par celle de leurs parents... ¹ »

*
**

Misère de l'enfance, dépérissement de la race, développement de la criminalité... Qu'attend-on pour lutter contre l'ensemble de ces fléaux ? La simple humanité commande déjà d'agir, l'avenir du pays menacé

1. Léon Fauchér, *Le Courrier français*, 30 novembre 1889.

de la disparition d'hommes forts et valides l'impose d'une manière impérieuse.

Pourtant, que d'années à attendre, que de luttes à soutenir avant d'arriver à cette loi si insuffisante !

La France ne fut pas la première à se préoccuper du travail des enfants. L'essai de protection avait été fait en Angleterre depuis longtemps déjà, et l'exemple en fut suivi, avant 1841, par la Prusse, l'Autriche et la Bavière.

C'est en Angleterre que naquit la protection ; cela n'est pas pour nous étonner : c'est là, en effet, qu'était apparu tout d'abord le machinisme, dès la fin du XVIII^e siècle et bien avant son introduction sur le continent ; né dans l'industrie du coton avec l'invention de la machine à filer, puis des métiers à tisser, il se répandit rapidement dans toutes les industries textiles ; en même temps la houille remplaçait le bois et donnait un grand essor à la métallurgie ; enfin la découverte de la machine à vapeur constitua la véritable révolution qui devait bouleverser le régime de la production ; c'est elle qui allait permettre la création de grands ateliers où les ouvriers réunis autour des machines voient leur besogne transformée par la production en grand et la division du travail.

La première à essayer du machinisme, l'Angleterre devait, la première, en supporter les terribles conséquences ; c'est chez elle que les abus devaient se faire

les plus effroyables, en l'absence de toute expérience préalable; les descriptions que nous lisons en France ne sont rien auprès des récits anglais; le véritable martyr des enfants y dépasse toute imagination: un travail épuisant dans une terreur continuelle des punitions corporelles qui y étaient l'habitude, la population infantile décimée par des fièvres pestilentiellles qui entraînaient une mortalité effrayante. La simple prévoyance exigeait qu'on agît.

Le mouvement commença en 1796 avec le rapport d'un bureau sanitaire établi à Manchester, qui souleva l'indignation publique, et dès 1802 le premier *bill* de protection voyait le jour. A la suite d'une série d'améliorations successives: enquêtes, lois de plus en plus précises et efficaces (il en fut voté neuf de 1802 à 1834), on aboutit enfin au *bill* de 1833, ou *Factory bill*, la première véritable loi complète de protection.

Les grandes lignes en seront reprises à quelques détails près et formeront la base de la législation de tous les autres pays: interdiction de faire travailler les enfants au-dessous d'un certain âge, fixé en 1833 à neuf ans, distinction entre enfants et adolescents avec travail de neuf et douze heures par jour, obligation scolaire, création d'inspecteurs salariés. Plus sévère et plus complète, nous le verrons, que la loi française de 1841, quoique par contre limitée aux industries textiles, le *bill* de 1833 fut encore précisé en

1834 et étendu en 1842 aux femmes et enfants des mines et houillères.

La Prusse fut la première à suivre l'exemple anglais avec l'ordonnance de 1839, fondée sur les mêmes principes : âge de neuf ans, obligation scolaire, etc.

Puis ce furent l'Autriche, la Bavière, le Grand Duché de Bade.

Pendant ce temps, la loi française s'élaborait peu à peu, hâtée dans son évolution par les exemples étrangers, favorisée par la constatation que le *bill* de 1833, tout en diminuant le nombre des enfants ouvriers (de plus du tiers entre 1835 et 1839) n'avait en rien entravé l'essor de l'industrie anglaise.

CHAPITRE II

LES IDEES

Quelle était donc en France l'opinion générale en face de l'état de choses que nous avons constaté plus haut ?

Il faut avouer que l'on s'en préoccupe assez peu, ou en passant seulement. Le mouvement doctrinal est pourtant actif ; le socialisme se développe, des idées nouvelles apparaissent... mais nul ne s'inquiète du sort des jeunes victimes de l'industrie. De grandes questions économiques sont à l'ordre du jour : le taux du salaire, le développement du machinisme. A ce sujet l'on discute âprement : son apparition est-elle un bienfait ou une source de maux ? On reproche à la machine, qui remplace les hommes, de leur retirer leur travail et leur pain, on lui reproche aussi de rendre la besogne fastidieuse et terne, de faire de l'ouvrier un rouage semblable aux autres ; à l'inverse, on proteste de l'économie de forces et de temps qu'elle permet de réaliser. Mais nul ne songe à signaler le travail des enfants comme le plus menaçant de ses dangers.

La liberté du travail commence également à être discutée ; l'interventionnisme est né, mais il ne possède pas encore sa doctrine ; on ne s'en réclame guère pour soulager la détresse du monde ouvrier et protéger le faible contre le puissant. Toutefois, il faut rendre un hommage tout particulier à Sismondi en ce qui concerne l'interventionnisme en général et spécialement la protection des enfants. Sismondi¹ est le premier à soutenir que rechercher pour tout idéal l'abondance de la production et le bas prix de la main-d'œuvre revient à prendre le moyen pour la fin, si la conséquence en est la misère de toute la classe laborieuse. Il cherche d'ailleurs à démontrer à l'aide de sa théorie du salaire que le travail des enfants ne peut en aucune façon être une source de profits pour leur famille, leur gain venant fatalement en déduction de celui de leurs pères ; dans la lutte entre ouvriers et patrons, nous dit-il, les premiers donnent « tout ce qu'ils peuvent donner de travail sans dépérir » en échange du strict salaire indispensable à leur existence ; avec l'adjonction des enfants, le travail global augmente, mais il s'échange toujours contre le même salaire global, puisque les besoins restent les mêmes et que le salaire se mesure sur les besoins ; le gain des ouvriers adultes est donc diminué de celui

1. *Nouveaux principes d'économie politique.*

des enfants. « On aurait honte, dit-il, de calculer la somme qui pourrait mériter le sacrifice de tant d'existences humaines, mais ce crime journalier se commet gratuitement. »

D'une façon générale, et si nous exceptons Flora Tristan, qui s'est longuement attardée avec un cœur de femme sur la misère des enfants au cours de ses *Promenades dans Londres*, ce n'est pas, comme on aurait pu s'y attendre, aux socialistes que revient le mérite du mouvement en faveur des jeunes ouvriers, mais bien plutôt à toute une série d'ouvrages sociaux dus à des conservateurs, parfois eux-mêmes manufacturiers, qui attaquent le régime issu de la Révolution.

Mus d'ailleurs par la pitié beaucoup plus que par des considérations de principe, ils signalent au public les incroyables souffrances des petits ouvriers, et sans s'embarrasser de théorie, demandent au gouvernement d'agir parce qu'il est urgent de le faire et que cette misère a trop longtemps duré.

Emile Bères, dès 1836, réclame, dans un ouvrage couronné par l'Académie française pour le prix Montyon, la protection des enfants et même, au cas de besoin, l'intervention de l'Etat pour limiter à dix ou douze heures la durée du travail des adultes : « Depuis l'invention des machines, nous dit-il, les enfants étant employés en grand nombre dans les ateliers, et avec tout aussi peu de ménagements que les hommes

formés, il est indispensable d'adopter quelques mesures nouvelles. Il faut qu'une autorité protectrice vienne mettre un terme au calcul misérable de ces cœurs sans pitié qui ne voient dans de pauvres petites créatures qu'un des rouages de leurs mécaniques, ne mettant entre eux d'autre différence, si ce n'est que, pour en activer la marche, on graisse les uns et on fouette les autres...¹ »

Le baron de Gérando, dans son *Traité de la Bienfaisance publique*, montre avec une égale indignation « dans les filatures de coton, de pauvres enfants accumulés, séparés de leurs parents, respirant un air insalubre, privés des bienfaits de l'éducation... » et espère que cet « abus contre lequel se réunissent à la fois la morale et l'humanité aura bientôt un terme ».

Le baron de Morogues, que nous retrouverons lors des débats à la Chambre des Pairs comme l'un des ardents défenseurs de la loi, a également contribué par ses écrits à soulever l'opinion publique en faveur des enfants. De même encore, pour ne pas parler de Villermé, aux ouvrages de qui nous réservons une place spéciale, Villeneuve-Bargemont qui, dans son *Economie politique chrétienne*, cite de nombreux témoignages anglais et français sur la misère des petits ouvriers et ajoute que « les résultats des opéra-

1. *Les Classes ouvrières.*

tions de recrutement de l'armée en France prouvent que dans les cantons industriels la population peut à peine fournir le contingent qui lui est assigné. Le nombre des réformes pour cause d'infirmité y est de près des $\frac{2}{5}$, tandis qu'il ne s'élève pas à plus des $\frac{2}{7}$ dans les cantons purement agricoles ». Il insiste en faveur de l'instruction, à laquelle le travail prématuré porte une atteinte mortelle. « Ce ne sont pas, nous dit-il, deux ou trois années de travaux faiblement rétribués et qui énervent prématurément les forces de l'enfant qui peuvent jamais dédommager l'individu, la famille et la société des maux attachés à l'affaiblissement moral et physique de l'ouvrier trop promptement livré à l'industrie. ».

Eugène Buret insiste également sur « le scandaleux abus qu'on fait des enfants dans les manufactures », et s'effraye de ce que peut être leur avenir : « Est-ce un progrès réel que ce nombre effrayant de jeunes prolétaires jetés dans le monde sans profession, et qui ne savent que rattacher des fils de coton, de laine ou de soie ? Les résultats du recrutement nous apprennent dans quel état physique ils sortent des fabriques où ils ont passé leur enfance ; si nous voulons connaître quelle moralité ils emportent avec eux, adressons-nous à la police correctionnelle et aux tableaux de la criminalité ¹. »

1. *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France.*

La police nous répond par la voix de Frégier et de son ouvrage : *Des classes dangereuses de la population dans les grandes villes*, qui avait été distingué en 1839 par l'Académie des Sciences morales et politiques. Frégier y appelle l'attention sur l'abandon où se trouvent les enfants des fabriques : « Les mœurs des enfants attachés aux grands établissements industriels ne sont pas moins corrompues que leur complexion est affaiblie et étiolée » nous dit-il, et il en fait un navrant tableau : « Dans les Vosges, l'usage immodéré de la boisson développe parmi eux une dépravation précoce qui n'est arrêtée par aucun frein. De 6 à 12 ans, là et partout ailleurs, ils essaient de marcher sur les traces de l'adulte : ils fument la pipe, fréquentent le cabaret et se choisissent une concubine... ». « Tout concourt donc à appeler une réforme dans l'état physique et moral des enfants appliqués au travail de fabrique. La protection due à l'enfance et l'intérêt de la société ne permettent pas de différer davantage l'accomplissement de cette réforme importante... »

Jean-Baptiste Say lui-même, représentant du libéralisme économique, nous dit expressément que la loi devrait prêter quelque force à celui des deux contractants dont la position trop précaire et dépendante le contraint parfois à accepter des conditions onéreuses.

Citons enfin Blanqui aîné, professeur au Conserva-

toire des Arts et Métiers, et de tendances libérales, qui, dans son cours d'Economie industrielle de 1838-1839, reproche aux grandes manufactures, parmi d'autres griefs, « de fournir au travailleur la funeste facilité de tirer parti de ses enfants trop jeunes, de détruire leur santé par un travail excessif », « de corrompre les mœurs publiques par un mélange de tous les sexes et de tous les âges », et ne formule aucune opposition aux mesures à prendre en faveur des enfants.

Ce qui pourrait nous étonner est de constater l'indifférence relative des intéressés eux-mêmes. Pour la littérature ouvrière, la presse ouvrière qui vient également à la vie, ce n'est guère le sort des enfants qui excite leur révolte ; ce n'est pas non plus cette question qui a jamais été cause d'une de ces insurrections si fréquentes aux environs de 1830 et, nous le verrons d'ailleurs, ce n'est pas du peuple, encore peu éclairé sur son bien véritable, que la loi recevra l'accueil le plus favorable.

*
**

L'inertie du gouvernement fut difficile à secouer ; sa politique était de s'abstenir systématiquement dans tous les conflits entre patrons et ouvriers, et de se désintéresser des questions qui concernaient les classes laborieuses ; toutefois, il lui fallut bien, sous une

série d'attaques sans cesse renouvelées, se résoudre à tenir compte du mouvement de philanthropie provoqué par les abus de la liberté du travail, et sanctionner par un projet de loi les multiples pétitions dont il avait été saisi.

CHAPITRE III

EFFORTS DE PROPAGANDE.

La loi ne fut votée qu'en 1841, mais elle fut précédée d'un grand mouvement de propagande et de lutte, auquel l'impulsion était donnée dès 1827 par la Société industrielle de Mulhouse. Le rôle de cette Société a été capital et vaut que nous nous y arrêtions longuement.

Fondée en 1827, elle réunissait la plupart des manufacturiers d'Alsace ; à leur tête étaient des industriels d'esprit philanthropique, de tendances religieuses, préoccupés d'améliorer le sort de leurs ouvriers. Les statuts mêmes de la Société lui assignaient pour tâche de « propager » parmi la classe ouvrière l'amour pour le travail, pour l'économie et pour l'instruction ».

En 1827, Jean-Jacques Bourcart, fabricant de Guebwiller, qui avait passé quelques années en Angleterre, prenait le premier la parole : il communiquait à la Société un *Mémoire sur la nécessité de fixer une limite à l'âge des enfants et à la durée de leur travail* ; il signalait tous les dangers des manufactures

pour la jeunesse, destinée à s'y étioler et à s'y abrutir; privés de toute éducation morale ou intellectuelle, enchaînés à des mouvements sans cesse et trop longtemps répétés, les enfants étaient condamnés à l'avance. Il invoquait l'exemple de l'Angleterre, il rappelait adroitement que le recrutement de l'armée était menacé.

Sa proposition, très audacieuse puisqu'elle limitait à douze heures la journée de tous les ouvriers, enfants ou adultes, fut renvoyée à une commission pour examen et rapport ; le rapporteur Zickel fit à l'assemblée générale une description pitoyable ; l'on se demanda bien, en face de ces abus qui ne pouvaient durer, si la simple volonté des filateurs ne pourrait pas obtenir à elle seule les résultats souhaités, mais tous reculèrent à juste titre devant la difficulté de s'entendre, la concurrence des manufacturiers moins bien disposés, qui serait pour eux une cause de ruine et pour la politique de réforme un échec en fin de compte. Il fallait une loi, seule capable de s'imposer impérativement à tous.

Encouragé, Jean-Jacques Bourcart revint à la charge un an après ; il limitait cette fois sa proposition aux enfants puisque, il fallait le reconnaître, le principe de la liberté du travail régnait encore indiscuté. Mais il fut de nouveau repoussé ; l'opinion était hésitante à la Société industrielle de Mulhouse même.

et les circonstances extérieures triomphèrent facilement de ces velléités de philanthropie : on était depuis 1827 en pleine crise économique ; puis survint la révolution de 1830, suivie des sanglantes insurrections de Paris et de Lyon ; le gouvernement était peu disposé à prendre des mesures en faveur des ouvriers qui se montraient capables d'une si dangereuse violence. Tout semblait à refaire.

C'est à l'occasion de la loi de 1833 sur l'enseignement primaire que la question se posa à nouveau ; désireux de se renseigner, Guizot fit transmettre un questionnaire à la Société industrielle de Mulhouse, par le recteur de Strasbourg.

La question de la fréquentation scolaire est en effet intimement liée à celle du travail à la manufacture : si l'enfant est dès son très jeune âge retenu toute la journée à l'usine, son instruction est sacrifiée d'avance, il ne pourra pas aller à l'école ; il ne peut être question en effet de cours du soir venant à la suite de douze heures, souvent plus, d'atelier. Comment donc concilier les intérêts de l'industrie avec l'instruction des petits ouvriers ? C'était là la grande question posée à la Société industrielle, dont on connaissait l'esprit de philanthropie en même temps que de progrès, et qui était mieux qualifiée que quiconque pour y répondre.

Pour la première fois le problème fut officiellement

examiné à fond et dans tous ses détails ; la Société industrielle avait à s'occuper de l'âge d'admission, de la durée journalière du travail, des jours de repos, etc... ; et l'on s'étonne, à lire sa réponse, que huit ans aient dû s'écouler ensuite jusqu'à l'adoption de la loi, dont les bases étaient dès lors posées. Que de reculs, que d'hésitations par la suite ! Il faut d'autant plus rendre hommage à la Société industrielle que son rapport était adopté le 27 février 1833, alors que le *bill* anglais ne date que du 29 août de la même année.

Cependant la loi scolaire fut votée, mais l'on en resta là en ce qui concerne le travail dans les manufactures.

Deux ans après, la Société industrielle de Mulhouse avait à répondre aux questions de Villermé qui, au cours de l'enquête dont l'avait chargé l'Académie des Sciences morales et politiques, venait tout naturellement se renseigner auprès de ce groupement ; et c'est le sentiment d'indignation et de pitié de la Société industrielle qui nous parvient à travers les descriptions de Villermé, lorsqu'il s'attarde sur le sort pitoyable des populations ouvrières de Mulhouse.

La Société industrielle agissait en même temps sur le Conseil général du Haut-Rhin et sur la Chambre de commerce de Mulhouse, qui envoyèrent à deux reprises une adresse inspirée des mêmes sentiments au ministre du Commerce.

Elle se décida enfin en 1837 à reprendre elle-même l'offensive, à la suite d'une lettre que lui avaient adressée quelque jeunes gens de Mulhouse, pris de pitié pour le sort de la classe ouvrière. Une commission fut nommée dans son sein pour l'examiner, un rapport fut rédigé, dont on décida d'envoyer un exemplaire à chacun des membres du Parlement ; en même temps la Société adressait aux trois ministres de l'Intérieur, du Commerce et de l'Instruction publique une pétition signée de tous les membres de son conseil d'administration, à la suite de son président Emile Dollfus.

Le rapport, rédigé par Achille Penot, rappelait la voie suivie par l'Angleterre, faisait un long récit des efforts de ce pays et de son exemple, que la France aurait dû rougir de ne pas suivre ; il résumait ensuite la lutte soutenue par la Société industrielle de Mulhouse, tant de tentatives infructueuses jusqu'alors.

La pétition réclamait instamment une loi pour mettre un terme à l'affreux dépérissement de la population ouvrière, puisque, en face de la concurrence, les manufacturiers se trouvaient impuissants et toute bonne volonté inutile.

La Société industrielle atteignit enfin son but ; sollicité de tous côtés, le gouvernement ne pouvait plus se dérober.

Aux efforts des manufacturiers, il faut en effet join-

dre l'influence des travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques, à laquelle revient pour une part le mérite du succès. Parallèlement à la Société industrielle et d'ailleurs, comme nous l'avons vu, en rapports avec elle, elle chargeait en 1835 deux de ses membres, Benoiston de Châteauneuf et le docteur Villermé, d'une enquête approfondie sur « l'état physique et moral des classes ouvrières ». Tous deux décidèrent de se borner aux industries occupant le plus d'ouvriers et de laisser Paris en dehors de leurs recherches ; ils se partagèrent la France ; Benoiston de Châteauneuf se chargea des côtes de l'Océan et du centre, à Villermé échurent les département où l'industrie textile était le plus active.

Villermé fut un des grands ouvriers de la loi de 1841 et ses travaux eurent une influence considérable ; de 1835 à 1837 il parcourut le pays, se renseigna auprès des magistrats, des médecins, des fabricants, des ouvriers surtout ; il les suivait partout, à l'atelier, dans leurs demeures et dans leurs réunions ; « là, dit-il, écoutant leurs conversations, m'y mêlant parfois, j'ai été à leur insu le confident de leurs joies et de leurs plaintes, de leurs regrets et de leurs espérances, le témoin de leur vices et de leurs vertus ».

Le 2 mai 1837, il prononçait à l'Académie son *Discours sur la durée trop longue du travail des enfants dans beaucoup de manufactures*, flot de pitié pour

les petits malheureux et d'indignation contre ceux qui leur refusent leur protection.

Villermé y insiste sur la longueur de la journée de travail, à laquelle vient souvent s'ajouter la durée d'un double trajet d'une heure ou une heure et demie. Il nous montre les enfants du Haut-Rhin : « pâles, énervés, lents dans leurs mouvements, tranquilles dans leurs jeux, ils offrent un extérieur de misère, de souffrance, d'abattement, qui contraste avec le teint fleuri, l'embonpoint, la pétulance et tous les signes d'une brillante santé qu'on remarque chez les enfants du même âge, chaque fois que l'on quitte un lieu de manufactures pour entrer dans un canton agricole ».

Pour mieux montrer combien est choquante et injuste, en même temps qu'inhumaine, cette trop longue journée, Villermé rappelle « que l'usage et les règlements fixent pour tous les travaux, même pour ceux des forçats, la journée de présence à douze heures, que le temps des repas réduit à dix ; tandis que pour les ouvriers qui nous occupent, sa durée est de quinze à quinze heures et demie, sur lesquelles il y en a treize à treize et demie de travail effectif. Quelle différence ! »

Villermé constate alors la bonne volonté de beaucoup de fabricants, mais leur impuissance à agir isolément ; quant à les voir s'unir, mieux vaut n'y pas compter. D'où la nécessité d'une loi ou d'un règlement

« destinés à prévenir le dépérissement effrayant de la génération qui se développe ».

L'inaction du gouvernement ne pouvait plus avoir d'excuse. C'est alors qu'il se décida à intervenir !

CHAPITRE IV.

L'ENQUETE DE 1837

Le 31 juillet 1837, le ministre du Commerce Martin (du Nord) adressait aux préfets la circulaire suivante, prescrivant une enquête auprès des Chambres consultatives des arts et manufactures, des Chambres de commerce et des Conseils de prud'hommes :

« Messieurs, la Chambre des Pairs a renvoyé dernièrement à mon examen la pétition que lui avait adressée la Société industrielle de Mulhouse, à l'effet de provoquer une loi qui fixât la durée du travail des enfants occupés dans les fabriques.

« Je sais que l'Angleterre, par suite des plaintes qui se sont élevées de toutes parts contre le travail excessif dont on accablait les jeunes enfants, a été obligée, depuis quelques années, de rendre deux lois successives, dont les dispositions tendent à déterminer rigoureusement l'âge auquel les enfants seront reçus dans les fabriques, et la durée de leur travail.

« En France, j'aime à le reconnaître, les plaintes de ce genre n'ont jamais été ni aussi unanimes ni aussi

graves. Quelques hommes, quelques conseils généraux ont cru devoir, de loin en loin, appeler l'attention du gouvernement sur cette question; mais on n'a jamais cité, il faut le dire, aucun fait qui donnât à penser que les abus auxquels l'Angleterre avait eu à remédier se soient produits en France. On ne peut nier, toutefois, que nos manufacturiers ne reçoivent dans leurs ateliers des enfants en très bas âge, et que la durée du travail, à leur égard, ne soit laissée à l'arbitraire de ceux qui les emploient.

« Un travail continu et prématuré imposé à l'enfance peut avoir de graves inconvénients à cette époque de la vie, non seulement parce qu'il nuit au développement naturel des forces, mais encore parce qu'il est souvent un obstacle à l'instruction, les enfants ne pouvant y donner le temps nécessaire. Il en résulte que plusieurs d'entre eux arrivent à l'âge d'homme ne sachant ni lire ni écrire, affaiblis de corps et d'esprit, et ayant parfois puisé au sein des fabriques des leçons d'une immoralité précoce.

« Avant tout, il importe d'apprécier avec vérité quelle est aujourd'hui la condition des enfants dans les fabriques. J'ai pensé ne pouvoir mieux m'adresser qu'à vous, Messieurs, pour m'éclairer à cet égard, et voici les questions auxquelles je vous prie plus spécialement de répondre :

« Depuis quel âge les enfants sont-ils reçus dans les fabriques ?

« Quels sont les salaires qui leur sont attribués ?

« Quelle économie résulte, pour le fabricant, de la substitution des enfants à des ouvriers adultes ?

« Quelle est la durée de leur travail ?

« Sont-ils soumis à des travaux de nuit ?

« Les enfants des deux sexes sont-ils confondus dans les mêmes ateliers ?

« Appartiennent-ils le plus souvent aux ouvriers occupés eux-mêmes dans les fabriques, et dans quelle proportion ?

« Quel est leur degré d'instruction ? Suivent-ils les écoles ? Les suivent-ils le jour, le soir ou les dimanches ?

« Quel est l'état de la moralité de ces enfants ?

« Sont-ils l'objet de mauvais traitements de la part des maîtres ou de ceux qui les emploient ? Je dis de la part de ceux qui les emploient, car je n'ignore pas qu'en Angleterre, par exemple, les fileurs choisissent eux-mêmes les enfants dont ils ont besoin. C'est à eux, si j'en crois quelques assertions, et non aux manufacturiers, qu'on aurait dû reprocher les actes d'inhumanité qui ont été signalés dans plusieurs enquêtes.

« Je ne saurais trop vous prier de répondre à ces diverses questions avec toute la loyauté que je suis en droit d'attendre d'hommes qui partagent la juste sollicitude du gouvernement, et qui sauront, au besoin, se mettre au-dessus des intérêts privés pour ne laisser

parler que la vérité. En m'adressant à vous, Messieurs, je n'ai qu'un désir, celui de connaître la position des enfants, et leur position physique et morale dans nos grands ateliers.

« Sans vouloir rien préjuger sur le résultat de cette information, je suis néanmoins suffisamment autorisé, par les plaintes qui se sont fait entendre, à ne pas borner là l'appel que je fais à vos lumières et à votre expérience. C'est beaucoup sans doute que de connaître l'état actuel des choses, mais il faut encore se préoccuper d'y apporter les changements que vous croirez les plus propres à prévenir les abus qui ont été signalés. J'ai pensé qu'il ne serait pas sans intérêt de mettre sous vos yeux les principales dispositions de la loi anglaise, car elle doit nous éclairer, vous et moi, sur la plupart des questions à résoudre :

« Le *bill* du 29 août 1833 s'applique à toutes les manufactures de coton, de laine, de lin, d'étoupe, de chanvre ou de soie, qui font usage de machines à vapeur ou de roues hydrauliques.

« Nul enfant ne peut être employé avant l'âge de 9 ans.

« Nul enfant au-dessous de 13 ans ne doit travailler plus de 48 heures par semaine, ou plus de 9 heures par jour.

« Les personnes au-dessous de 18 ans ne doivent pas travailler plus de 69 heures par semaine ou 12 heures

par jour; elles ne doivent pas travailler entre 8 heures et demie du soir et 5 heures et demie du matin.

« On donne une heure et demie pour les repas, mais ce temps n'est pas compris dans les 9 ou 12 heures de travail.

« Tout enfant astreint à 48 heures de travail doit passer, au moins, 2 heures par jour à l'école, chacun des six jours de la semaine.

« Ainsi la loi anglaise a un double objet : elle veut restreindre le travail des enfants, en en graduant la durée selon l'âge, et obliger l'enfant à suivre les écoles avec assiduité, sous des peines qui atteignent, selon les cas, le maître ou le manufacturier.

« Mais, avant tout, cette loi ne s'occupe que des établissements qui ont l'eau ou la vapeur comme moteur. Devrait-on adopter en France le même principe ? Ou ne conviendrait-il pas de déterminer celles des industries qui exigent habituellement des enfants un travail trop pénible ? On pourrait trouver ce dernier système plus rationnel, et il vous appartiendrait, Messieurs, de proposer cette classification.

« Ainsi votre premier soin devait être d'indiquer les industries et les travaux auxquels les enfants et les adolescents ne pourraient se livrer qu'autant qu'ils seraient parvenus à un âge que vous auriez à déterminer, et vous auriez alors à répondre à la nouvelle série de questions qui suivent :

« Depuis quel âge les enfants pourront-ils être reçus dans les fabriques ?

« La durée du travail sera-t-elle graduée suivant leur âge ?

« Leurs forces physiques devront-elles être en rapport avec cet âge, et leur constitution reconnue bonne et capable de supporter les fatigues de l'atelier, ainsi que le veut la loi anglaise qui exige comme justification un certificat du chirurgien de la localité ?

« Quelle sera la durée de leur travail ?

« Enfin, à quel âge l'adolescent pourra-t-il librement s'engager par lui, ou ses parents, ou ses tuteurs, sans qu'aucune restriction soit apportée à la durée de son travail ?

« Les veillées seront-elles interdites aux enfants et aux adolescents, et jusqu'à quel âge ?

« Dans l'état actuel de notre législation, le mineur émancipé serait apte à contracter lui-même, dès l'âge de 15 ans, tout engagement qui prolongerait la durée de son travail au delà de la nuit; tandis qu'en Angleterre, jusqu'à 18 ans révolus, l'adolescent n'aurait pas la liberté de s'engager pour plus de 12 heures, et le jour seulement. Vous jugerez sans doute que c'est avec raison qu'on reproche la rigueur de cette disposition à la loi anglaise. Elle va au delà du but qu'elle se proposait d'atteindre, et gêne singulièrement la liberté et les intérêts d'un ouvrier qui peut, sans fatigue

extrême, prolonger au delà de 12 heures la durée de son travail. On s'explique très bien les précautions et les garanties qui sont de nature à prévenir l'abus, mais il ne faudrait pas non plus exagérer ni pousser trop loin la limite de l'âge; car, au lieu de servir les intérêts du jeune ouvrier, on lui fermerait les ateliers, et il se verrait préférer, à bon droit, l'individu qui, par son âge, serait autorisé à donner au manufacturier tout son temps pour les travaux de jour et de nuit.

« Je ne doute pas, Messieurs, que vous n'apportiez dans l'examen de ces diverses questions une mûre délibération, une sage prévoyance, et que vous ne cherchiez à concilier avec mesure tout ce qu'exige l'industrie avec l'intérêt bien entendu des enfants et des adolescents.

« Il me reste encore, Messieurs, à appeler votre attention sur la convenance et la possibilité d'astreindre les jeunes ouvriers à fréquenter les écoles.

« En Angleterre, le chef de manufacture ne peut retenir un enfant pendant les heures consacrées à l'école, et il doit exiger, chaque semaine, le certificat du maître qui constate l'assiduité de l'enfant aux leçons.

« Cette disposition ne suppose pas seulement qu'il existe toujours une école, elle autorise encore à en créer partout où besoin sera; et pour subvenir aux

frais de l'institution et de l'instituteur, il est prélevé une somme minime; si cette somme est insuffisante, la ville et le manufacturier sont invités à concourir à la fondation d'un établissement d'instruction.

« Cette disposition de la loi anglaise peut-elle être transportée en France ? Ou, si elle rencontrait de trop sérieuses difficultés, quel serait le moyen d'y suppléer ? »

« Telles sont, Messieurs, les diverses questions qu'il m'a paru convenable de vous adresser. Les intérêts qui s'y rattachent méritent, à plus d'un titre, votre examen et vos méditations. Je recevrai avec reconnaissance les réponses de votre Chambre, et, de mon côté, je ne négligerai rien jusque là pour connaître les résultats obtenus en Angleterre.

« Recevez, Messieurs, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

« Le Ministre, Secrétaire d'Etat des Travaux publics, de l'Agriculture et du Commerce,

« N. MARTIN (du Nord). »

L'on ne peut manquer d'être frappé de la modération des termes en lesquels est conçue cette circulaire, style qui contraste singulièrement avec celui des rapports et pétitions de la Société industrielle de Mulhouse ou celui de Villermé. Il y a dans ce premier acte du gouvernement une prudence et comme une peur

de se compromettre qui demeureront son attitude constante jusqu'au vote de la loi et bien après.

Il est à remarquer que c'est surtout auprès des chefs d'industrie que l'enquête devait se poursuivre; les ouvriers, privés du droit d'association, n'avaient aucune organisation et ne pouvaient se faire entendre que dans les conseils de prud'hommes, auxquels ils ne prenaient qu'une part fort modeste; or ceux-ci ne jouèrent qu'un faible rôle : leurs réponses ne furent d'ailleurs pas plus favorables que celles des manufacturiers.

Les points de vue des différents départements sont assez divers, les uns disposés aux réformes, les autres hostiles, selon le développement de l'esprit de philanthropie, selon l'état physique et moral de la population ouvrière, variable avec le climat et l'état de l'industrie.

Parmi les noyaux favorables, nous trouvons naturellement au premier rang l'Alsace : le Haut-Rhin et son Conseil général, Mulhouse et sa Chambre de commerce étaient dès longtemps gagnés aux idées de la Société industrielle de Mulhouse puisqu'ils avaient eux-mêmes rédigé une pétition qui s'en inspirait, et le rayonnement de cet esprit s'étendait bien au delà. Mais dans cette région même il faut bien reconnaître que l'unanimité était loin d'être complète; la Chambre de commerce de Strasbourg par exemple faisait quel-

ques réserves, tant la force de l'habitude est grande, et tant les meilleurs s'endurcissent, jusqu'à n'y plus prêter attention, en face de souffrances qu'ils voient journellement.

Dans la région de Rouen, l'enthousiasme est grand en faveur de la protection; le Conseil des prud'hommes, ainsi d'ailleurs que la Société libre pour concourir aux progrès du commerce et de l'industrie avaient même devancé la circulaire en nommant dans leur sein une commission chargée de rédiger un mémoire à transmettre au ministre sur la matière. La Société libre a, dit-elle, « toujours été persuadée que le progrès le plus désirable était l'amélioration physique et morale de l'homme et que ce serait nuire à l'industrie elle-même que de lui sacrifier l'avenir de la population ». Il est vrai que c'est peut-être dans cette région que les abus atteignent leur maximum : n'y voyait-on pas des enfants employés à partir de 4 ans et demi dans les fabriques de lames, de 5 ans dans les entreprises de bobinage : certaines femmes adultes qui se chargent de bobiner pour les fabricants, nous dit la Société libre, au lieu de le faire elles-mêmes, y emploient des enfants que leurs parents leur livrent moyennant un faible salaire; elles ne manquent pas de les surcharger de travail, de les maltraiter s'il le faut, « souvent elles cherchent dans des moyens plus immoraux encore un supplément à ce

revenu si peu moral, et les enfants qui leur sont confiés ne rapportent de tout cela que des corps énervés par un travail prématuré, et une âme dégradée par les exemples de la plus extrême dépravation ».

Aussi réclame-t-on des mesures énergiques; pour le Conseil de prud'hommes, la loi doit s'appliquer sans exception à toutes les industries, et son exécution doit être aussi rapprochée que possible.

Dans la même région, le Conseil des Prud'hommes d'Elbeuf nous montre les choses sous un jour également sombre, mais n'accepte pas sans réticence l'idée d'une réforme : « On ne peut dissimuler qu'un règlement qui apporterait des modifications à l'état actuel des choses causerait une grande perturbation et blesserait tous les intérêts. » De même encore la Chambre consultative de Louviers.

Au contraire, la Chambre de commerce de Troyes témoigne d'un grand enthousiasme et applaudit à l'idée d'une loi protectrice, bien qu'elle ne puisse relever pour son propre compte aucun abus autour d'elle, pour la seule raison qu'ils existent ailleurs et « qu'il y y a dès lors utilité d'y porter remède et d'empêcher leur invasion dans les lieux de fabriques qui en sont exempts ».

Du côté de Lyon, l'on est tenté de croire que la question importe assez peu puisque dans l'industrie de la soie le travail se fait surtout à domicile dans les

ateliers familiaux; l'on s'y accorde pourtant à déplorer les souffrances des rares enfants employés dans les manufactures : tireurs, lanceurs — ces derniers si complètement perdus à tous les points de vue qu'ils se voient désormais fermer les portes de tous les autres ateliers — ou les malheureux occupés à faire tourner les mécaniques dans les dévidages, dont « il est rare qu'au bout de quelques années ils n'aient contracté quelques difformités, car ce genre d'exercice, ne portant que sur un côté du corps, en altère profondément l'équilibre ».

Bien d'autres parties de la France se montrent encore favorables, dont quelques-unes sont également des centres d'industrie, mais dont la plupart au contraire ne sont pas directement intéressées à la question.

Par contre ailleurs la résistance est vive. En premier lieu vient la région de Lille, l'une des plus manufacturières de France. Il faut surtout signaler là un long rapport dû à un filateur de coton, Th. Barrois, rapport qui fut adjoint à la réponse de la Chambre de commerce dont son auteur était membre. Intitulé *Mémoire sur l'état physique et moral des ouvriers employés dans les filatures et particulièrement sur l'état des enfants*, le rapport prend le contre-pied des récits de Villermé et des travaux de la Société industrielle de Mulhouse, dont il cite des passages pour

les réfuter. L'on peut difficilement imaginer une pareille incompréhension, ou plutôt un pareil refus de comprendre, et un égoïsme aussi absolu. Selon Barrois, il serait tout à fait déplacé d'imiter la loi anglaise, qui est « incohérente » et ne peut d'ailleurs se soutenir qu'avec la taxe des pauvres, dont toute réforme devrait amener la création. Ce n'est pas à la loi d'intervenir en la matière : elle serait vexatoire pour les fabricants et constituerait à l'égard des pères de famille « sans motif une petite tyrannie tracassière ». S'il est bien obligé de constater l'immoralité et la mauvaise santé des ouvriers, Barrois n'en accuse que l'étroitesse et l'insalubrité de leurs logements, dont c'est le meilleur service à rendre aux enfants que de les retirer.

Il constate avec un grand calme que les ouvriers de Lille sont « maigres et pâles comme cela est ordinaire aux hommes qui habitent des logements manquant d'air et de lumière », « et cependant ils se portent assez bien ».

« Il est vrai, dit-il encore, que la population des ateliers n'est point belle, mais elle n'est pas inférieure au reste de la population des grandes villes. »

Au reste le travail des ouvriers n'est pas plus pénible que celui des intellectuels, « les cours universitaires fatiguent bien plus », les étudiants meurent en plus grand nombre, tous les travailleurs souffrent également, « et les rentiers des maux qu'ils se créent ».

A l'entendre, le manufacturier se présente comme un bienfaiteur qui offre un gîte aux enfants pour leur éviter de vagabonder par les rues ou de s'anémier dans un logement sombre; depuis l'introduction des moteurs mécaniques, le travail a cessé d'être une source de fatigue; d'ailleurs à quoi bon une protection légale puisque « il est impossible d'obtenir d'un jeune enfant plus qu'à la légèreté de son âge ne le permet ». C'est vraiment faire une confiance un peu excessive à la modération du manufacturier; les forces humaines ont au contraire en propre ceci qu'on peut leur demander plus qu'il ne leur serait normal de fournir.

Barrois continue cependant : « On ne leur demande que de très petits services, propres seulement à les occuper. » C'est tout juste si la complaisance de leurs maîtres ne va pas jusqu'à leur offrir des distractions... « Le plus souvent ils ne sont occupés que la moitié du temps du travail; ils peuvent ensuite dormir et dorment en effet d'un bon sommeil sous les métiers. » C'est un véritable paradis.

Pourquoi développer l'instruction ? Il faut au contraire se méfier des prétentions qu'elle ne manquerait pas d'éveiller. « Lorsque en répandant avec emphase l'instruction dans la classe pauvre, les premiers magistrats de nos départements viendront dans des cérémonies solennelles couronner des lauréats qui sauront à peine lire et écrire, n'est-il pas à craindre que par la

suite ils ne tourmentent la société pour qu'elle puisse satisfaire une ambition qu'on aura fait naître. »

Cette déposition a du moins l'avantage de la franchise; c'est avec un cynisme complet que Barrois nous expose son point de vue : le fait indiscutable que la classe ouvrière existe dans le but unique d'être une source de profits pour celle des manufacturiers. Quant à sa souffrance, il ferme délibérément les yeux sur elle, la nie quand la chose est possible, ou, s'il est placé en face de l'évidence, la déplore comme inévitable.

Toute la région du Nord se montre également hostile aux réformes, mais avec moins d'exagération et dans un langage plus modéré.

La région des Ardennes n'est pas plus favorable, et se refuse à reconnaître la misère des enfants ouvriers. « Ils ne sont pas assujettis à un travail excessif », dit la Chambre consultative de Sedan, ils sont traités « avec humanité et bienveillance ». La Chambre consultative de Charleville est moins affirmative et esquive une réponse catégorique : « La solution de presque toutes ces questions se présente sous deux aspects. Une même mesure peut être à la fois envisagée comme bonne ou mauvaise, selon le point de vue sous lequel on la considère. »

Nous ne rencontrons pas plus d'enthousiasme en Lorraine, malgré la propagande de l'Alsace voisine.

ni à Saint-Quentin, à Reims ou à Paris. La Chambre de commerce de Paris, après avoir donné satisfaction à la morale en affirmant que toute génération est responsable de celle qui la suit, se dérobe en ajoutant que « toutefois, quand des hommes pratiques s'occupent des affaires positives de ce monde, ils reconnaissent qu'en certains cas, il est bien difficile de se livrer sans réserve aux idées philanthropiques, qu'ils embrasseraient volontiers avec ardeur, si les exigences de notre état social ne les forçaient de s'arrêter devant des difficultés presque insurmontables ». Une loi protectrice risquerait d'avoir de fâcheuses conséquences ; à Paris, elle serait non seulement inutile, mais nuisible : « Il y aurait danger à laisser percer et arriver à la connaissance des enfants de Paris l'idée que l'on trouve qu'ils travaillent trop et à les autoriser en quelque sorte par là à abandonner le travail, sous prétexte d'en éviter l'excès ; trop livrés à eux-mêmes, ils resteraient à l'abandon, comme nous n'en voyons déjà que trop dans nos rues, ils vagabonderaient et s'en iraient peupler la maison des jeunes détenus, qui n'a déjà que trop de pensionnaires. »

Il faut pourtant signaler l'insistance d'un fabricant de papiers peints du nom de Leroy en faveur de l'instruction primaire et d'une loi réservant aux enfants quelques heures de liberté à consacrer à l'école. Devant cette loi, dont la nécessité est pour lui absolue,

« fléchiront les intérêts et surtout les habitudes, si nuisibles aux perfectionnements de tous genres ». Combien, en effet, cette force de résistance de l'habitude devait-elle se trouver strictement vérifiée par la suite !

Dans le Midi, l'on se borne à se féliciter de ce que l'influence du climat contribue à la santé et au bonheur de tous, et la Chambre consultative de Sommières peint sous des couleurs idylliques les mœurs douces et saines de la population. Pour elle, « ces craintes sont chimériques », « Ne craignez point, dit-elle, que les enfants se laissent imposer une tâche au-dessus de leurs forces, et d'ailleurs leurs père et mère le souffriraient-ils ? »

Un rapport d'ensemble de ces réponses fut élaboré par le Bureau des Manufactures en décembre 1837 ; après avoir étudié et comparé ces documents disparates, le Bureau les résumait, et reprenait une à une les questions posées par la circulaire, pour donner à chacune d'elles une réponse définitive.

En ce qui concerne la première série de questions, le rapport est très net : le Bureau ne cherche pas à dissimuler les abus existants ; au contraire, il se fait scrupuleusement l'écho des plaintes qui s'élèvent de tous côtés. Résumons rapidement cette étude, en suivant à son exemple l'ordre des questions.

1° Depuis quel âge les enfants sont-ils reçus dans les manufactures ?

En général depuis 8 ou 9 ans, dit le Bureau. Parfois même à partir de 6 ans, dans certaines localités du Haut-Rhin, du Nord, de la Seine-Inférieure ; les petits ouvriers de 6 ou 7 ans se bornent alors à bobiner le fil ou à ramasser le coton qui s'échappe des ventilateurs.

2° Quels sont les salaires qui leur sont attribués ?

Ils varient de 25 à 75 centimes, « selon l'âge et l'habileté de l'enfant ».

3° Quelle économie résulte, pour le fabricant, de la substitution des enfants à des ouvriers adultes ?

La plupart des réponses s'accordent à dire qu'il y a une véritable économie ; le Bureau des Manufactures l'évalue à 30, à 50 %, selon les cas. Toutefois quelques rapports (celui de l'Aisne, par exemple), prétendent que le gain n'est pas réel, car la qualité du produit s'en ressent. Ailleurs l'on dit également qu'il faut employer deux enfants pour obtenir un travail qu'accomplirait un seul adulte.

Mais on ajoute que certains travaux ne peuvent être exécutés que par des enfants, et qu'ils constituent d'autre part pour eux le meilleur des apprentissages.

4° Quelle est la durée de leur travail ?

Le temps de leur présence varie de 12 à 16 heures, et celui de leur travail effectif, de 12 à 14 heures. « C'est trop », n'hésite pas à déclarer le Bureau ; surtout lorsqu'il faut ajouter le temps nécessaire pour

parcourir la distance de 1 à 3 kilomètres, qui sépare parfois le logement de l'usine, situation fréquente dans la Seine et dans le Haut-Rhin.

Sans doute le travail n'est généralement pas fatigant, mais sa continuité suffit à le rendre pénible; c'est déjà trop d'ailleurs qu'un « séjour prolongé dans l'air épais des ateliers ». L'on dit parfois que les enfants ne seraient pas dans des conditions plus saines à la maison; mais du moins pourraient-ils ne pas rester toute la journée sans prendre l'air.

Il est certain que limiter leur journée serait limiter aussi celle des ouvriers qui les occupent puisque leur tâche fait toujours d'eux les auxiliaires d'ouvriers adultes qui ne peuvent se passer de leur aide; mais le Bureau fait remarquer que, dans le Midi et dans le Nord, l'on consent à donner aux enfants d'âge à faire leur communion deux heures par jour pour leur instruction religieuse. « Ce qui a lieu pendant deux mois ne pourrait-il pas se pratiquer toute l'année ? »

5° Sont-ils soumis à des travaux de nuit ?

C'est exceptionnel; parfois pourtant les enfants travaillent dans la nuit du samedi au dimanche. D'autre part, en période de grande activité, certaines industries à feu continu divisent les enfants en deux troupes dont chacune travaille alternativement une semaine de jour et une semaine de nuit; mais c'est rare.

Le Bureau insiste sur le fait que c'est une cause de démoralisation, en même temps qu'un procédé onéreux pour le fabricant, qui n'obtient qu'un travail médiocre.

6° Les enfants des deux sexes sont-ils confondus dans les mêmes ateliers ?

Presque toujours. C'est évidemment fâcheux, malgré une grande surveillance; mais « il ne serait pas possible, ou du moins extrêmement difficile d'y porter remède ».

7° Appartiennent-ils le plus souvent aux ouvriers occupés eux-mêmes dans les fabriques, et dans quelle proportion ?

Dans la proportion du dixième à la moitié, en général du tiers. Les enfants ne servent d'ailleurs pas toujours de rattachés à leurs propres pères qui préfèrent souvent les placer dans d'autres ateliers, voire dans d'autres fabriques, pour éviter que la famille ne soit brusquement privée de toutes ses ressources si l'une de ces fabriques vient à chômer.

Il y a quelque danger à cette solution : l'on a remarqué que la démoralisation des enfants est plus fréquente quand, leur père étant employé ailleurs, ils touchent eux-mêmes leur salaire; ils s'affranchissent alors de leur famille pour disposer à leur gré de ce qu'ils ont gagné, et le résultat est souvent déplorable.

8° Quel est leur degré d'instruction ? Suivent-ils les

écoles ? Les suivent-ils le jour, le soir, ou les dimanches ?

Leur instruction est nulle quand ils sont reçus à l'atelier dès l'âge de six ans ; ils ne sont pas encore allés à l'école. Ils ne savent lire et écrire que lorsqu'ils ont commencé de travailler vers dix ou onze ans. Et encore pas toujours, mais c'est alors la négligence et l'inertie des parents qu'il en faut accuser.

Une fois entrés à l'usine, c'en est fini de tout autre travail : ils sont beaucoup trop fatigués le soir ; le dimanche ils ont bien autre chose à faire que d'aller à l'école — (parfois d'ailleurs ils ont travaillé pendant la nuit du samedi au dimanche). Quant à prendre sur les heures de travail le temps de l'école, leur famille, par esprit de lucre, n'y veut pas consentir.

Pourtant arrivent seuls contremaîtres ceux qui ont reçu quelque instruction : ce devrait être un attrait digne de sacrifices.

9° Quel est l'état de la moralité de ces enfants ?

Nul. Et il est à remarquer que leur immoralité est d'autant plus grande qu'ils ont été reçus plus jeunes dans les usines.

On dit quelquefois que les enfants oisifs sont encore plus corrompus, et que les ateliers seraient au contraire « une école d'ordre, de travail et de soumission ». Le Bureau des Manufactures réserve son opinion à ce sujet.

10° Sont-ils l'objet de mauvais traitements de la part des maîtres ou de ceux qui les emploient ?

C'est devenu très rare, à la différence de l'Angleterre où les punitions corporelles sont l'habitude. Si les enfants sont maltraités, c'est en général par leur père ou par leur frère. Le changement a donc été notable depuis quelque temps.

Quant à la seconde série de questions, concernant le nouveau régime à instaurer, le Bureau se montre infiniment plus hésitant; il constate, sans trop se prononcer, que les réponses demeurent vagues, flottantes. On reconnaît sans doute que le mal existe, mais on ne se sent pas de force à l'arracher; on a peur du changement, peur de l'inconnu; puisque on a vécu ainsi, pourquoi ne pas continuer ? C'est une lourde tâche, et combien risquée, que d'intervenir; « on s'effraie toujours quand il faut changer ce qui est même reconnu mauvais ». Et puis l'accord ne se fait pas sur les moyens d'exécution.

1° Depuis quel âge les enfants seront-ils reçus dans les fabriques ?

L'on hésite entre 9 et 10 ans. Sans doute, redit-on, leur emploi, en même temps qu'une économie, est une nécessité.

Le Bureau opine en faveur de l'âge de 9 ans. Adopter la solution contraire aurait de multiples inconvénients; le nombre des petits ouvriers en serait res-

treint jusqu'à entraver la vie industrielle; ce serait imposer aux familles un lourd sacrifice qu'aucune taxe des pauvres ne vient en France compenser, sacrifice qui risquerait de pousser les ouvriers, ne pouvant plus tirer profit de leurs enfants, à les abandonner.

Toutefois, dans les régions où ont été instituées des salles d'asile, dans lesquelles les enfants reçoivent, avec tous les soins nécessaires, un début d'éducation morale, il arrive — à Rouen par exemple, — qu'elles soient préférées aux ateliers. Il y aurait une grande utilité à les répandre.

Si l'on recule à 9 ans l'âge d'admission, il faut du moins que l'enfant justifie d'avoir fréquenté l'école pendant trois ans, pour que le temps pris à l'atelier soit employé à l'instruction de façon certaine.

2° La durée du travail sera-t-elle graduée suivant l'âge ?

C'est l'idée qu'avait introduite en Angleterre Wilberforce, combattu par les deux Peel, au cours de l'enquête de 1815.

Les réponses sont très variables : selon quelques-uns ce serait impossible : dans un établissement mû par l'eau ou la vapeur, tous les travaux se tiennent, et accorder un repos à l'un revient à l'imposer aux autres. Le Bureau adopte pourtant le principe de la distinction : il faut au moins deux régimes différents pour les enfants de 9 à 13 ans et les adolescents de 13 à 18.

Divers moyens de réalisation sont proposés : selon les prud'hommes de Vienne, l'ouvrier fileur qui occupe quatre enfants pourrait être pourvu d'un cinquième qui les remplacerait tour à tour pour qu'ils aient successivement un cinquième de la journée à consacrer à leur instruction.

Le Bureau ne signale pas le système des relais, proposé à Lyon en particulier, qui devait pourtant être le plus employé.

Enfin l'on s'accorde à interdire tout travail le dimanche.

3° Leurs forces physiques devront-elles être en rapport avec cet âge et leur constitution reconnue bonne et capable de supporter les fatigues de l'atelier ?

Selon le Bureau, ce n'est pas nécessaire ; l'intérêt des maîtres, qui est de « n'avoir que des ouvriers en état de bien travailler », constitue une garantie suffisante.

Toutefois, nombre de localités demandent un certificat médical, à l'exemple de la loi anglaise ; mais il faudra prendre soin d'éviter les abus, les faux sans nombre dont l'application de cette dernière a été l'occasion.

4° Quelle sera la durée du travail ?

Cette question a été résolue avec celle de la graduation du travail.

5° A quel âge l'adolescent pourra-t-il librement

s'engager, par lui ou par ses parents ou son tuteur ?

La réponse très générale fixe cet âge à quinze ans.

6° Les veillées seront-elles interdites aux enfants et aux adolescents ?

Oui, « dans le triple intérêt de la santé, de la morale de l'instruction. »

Au cas exceptionnel d'urgence, il semble qu'elles doivent être tolérées, mais seulement au-dessus de 15 ans, et avec l'agrément des autorités locales ; elles ne pourront se reproduire plus de deux fois par semaine.

7° Les enfants seront-ils astreints à suivre les écoles ?

A l'unanimité, oui. C'est l'un des buts poursuivis en limitant à 9 ans l'admission aux usines. Il faut que ce soit une obligation pour les familles qui, livrées à elles-mêmes, se montreraient, comme toujours, négligentes et insoucieuses ; les faits sont là pour en témoigner : les écoles que certains manufacturiers du Haut-Rhin ont créées chez eux et à leurs frais restent vides... Le meilleur moyen de contrainte est de refuser l'entrée des ateliers aux enfants qui se présenteront sans savoir lire ni écrire.

L'enfant de 9 ans reçu dans la fabrique sera-t-il astreint encore à suivre les écoles, et jusqu'à quel âge ?

Oui encore, et au taux de une à deux heures par

jour jusqu'à 13 ans; c'est vraiment un minimum. « C'est de 9 à 12 ans, en effet, qu'on prépare l'enfance à l'instruction religieuse qui, de toutes, est celle qui a le plus de rapports avec l'éducation proprement dite. »

Certes il est fâcheux que l'enfant soit obligé d'interrompre chaque jour dans ce but son travail. Aussi voit-on quelques propositions de reculer l'admission jusqu'à 12 ans.

Cessant de répondre directement aux questions de la circulaire, le Bureau des Manufactures est amené à donner son avis sur le domaine que doit englober la loi ; à ce sujet, la plupart des départements n'ont parlé que des établissements qui sont mus à l'eau ou à la vapeur ; quelques-uns, cependant, étendent uniformément la protection à tous les enfants employés dans l'industrie.

Enfin, pour le moyen juridique de réaliser ces importantes réformes, le Bureau préconise des règlements d'administration publique, plutôt qu'une loi.

Ce rapport fut remis aux trois Conseils généraux de l'Agriculture, des Manufactures et du Commerce, qui avaient également à donner leur appréciation. Tous trois se montrèrent favorables aux réformes ; sans doute, quelques divergences sur leur portée les séparaient : ils n'étaient pas absolument d'accord sur le domaine de la loi, l'âge d'admission, la durée de la journée de travail. Mais le principe était adopté.

CHAPITRE V

INACTION DU GOUVERNEMENT. NOUVEL EFFORT DE PROPAGANDE.

Comment s'expliquer alors qu'après la constatation officielle d'abus intolérables, la loi pût encore être retardée ? Il en faut accuser l'inertie du gouvernement, qui ne sut pas faire preuve d'une initiative suffisante. L'égoïsme bourgeois, l'indifférence générale, l'hostilité même de certains de ses membres qui étaient manufacturiers, composaient l'atmosphère du Parlement. Le peuple, d'autre part, se maintenait dans un calme relatif, les derniers remous des insurrections avaient achevé de se dissiper.

Il faut ajouter que l'efficacité de l'effort anglais, sur lequel on s'occupait à se documenter d'une façon précise, était controversée ; les rapports d'inspecteurs, que l'on traduisait alors en français, étaient loin d'être également enthousiastes ; certains allaient jusqu'à prétendre que les résultats de la loi étaient néfastes, à cause surtout, du désastreux système des relais.

Le gouvernement demeura donc inactif, et le dépôt du projet fut ajourné de session en session, indéfiniment.

Mais les réformateurs ne s'avouèrent pas vaincus pour cela ; la propagande reprit, au contraire, de toutes parts. C'est alors que l'on vit apparaître la plupart des ouvrages sociaux dont l'influence devait être décisive ; ce fut une véritable éclosion de travaux de toutes sortes ; socialistes ou conservateurs, Louis Blanc et Proudhon comme Villeneuve-Bargemont et Morogues, tous se mirent d'accord pour se faire les défenseurs des ouvriers et révéler leurs souffrances. Sans doute, la question des enfants n'occupe pas dans leur pensée une place de premier plan, mais ce sont les misères du travail, la tyrannie de la classe manufacturière sur celle des ouvriers, l'horreur de la vie dans les taudis privés d'air et de lumière. Quelques voix isolées se font pourtant entendre en faveur des enfants ; à Paris, l'adjoint au maire du 11^e arrondissement, Gillet, publie dès 1837, ses *Quelques réflexions sur l'emploi des enfants dans les fabriques, et les moyens d'en prévenir les abus* ; l'abbé Ferry, curé de Saint-Nicolas-du-Port, près de Nancy, adresse une requête au Parlement.

C'est surtout de cette époque que date toute la série des fameuses lettres de Daniel Le Grand.

La figure de Daniel Le Grand, ainsi que son rôle

dans la question qui nous occupe, méritent de retenir quelque peu notre attention. Il était propriétaire des usines de Fouday, dans les Vosges ; issu d'une vieille famille protestante, il s'était appliqué à maintenir chez lui un régime patriarcal, se refusant à y introduire l'emploi de la vapeur pour garder ce caractère familial. Mais il ne se borna pas à instaurer chez lui le régime qu'il rêvait, il lutta pour le triomphe de sa doctrine ; il prit part inlassablement à toutes les discussions qui devaient aboutir à la loi de 1841 ; toute sa passion concentrée sur ce point pendant trois ans, entre 1838 et 1841, il ne se fatigua pas d'écrire lettres sur lettres à des industriels, au chancelier, à des parlementaires, d'accomplir des démarches personnelles répétées.

De 1838 date sa *Lettre adressée à MM. Gros, Odier, Roman et C^o*, manufacturiers de Wesserling, qui, ainsi que la plupart des cotonniers d'Alsace (Schlumberger à Guebwiller, Koecklin à Mulhouse), avaient introduit chez eux les réformes en question. Cette lettre fut distribuée aux membres des deux Chambres, par l'intermédiaire du député Delessert.

Un an plus tard, la *Nouvelle lettre d'un industriel des montagnes des Vosges à M. François Delessert*, réclamait avec indignation « un remède prompt et efficace, car de mois en mois, la propagation des tissages mécaniques, l'agrandissement des filatures

de coton et de laine, et l'établissement des filatures de lin, faisaient de nouvelles victimes et rendaient la loi plus difficile ».

La Société industrielle de Mulhouse reprit en même temps l'offensive, appuyée par la Société d'encouragement de l'instruction primaire parmi les protestants de France ; une pétition de cette dernière, pleine d'éloquence et de fòuque insistait sur les trois griefs si souvent signalés : les usines peuplées d'enfants trop jeunes, travaillant trop longtemps et complètement privés d'instruction.

L'Académie des Sciences morales et politiques ne restait pas en arrière : c'est en 1839 que Villermé publia la première édition de son *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, ouvrage célèbre, auquel on a gardé l'habitude de se référer en la matière.

Il comprend deux volumes ; le premier décrit successivement par ordre géographique tous les grands centres textiles, adonnés à l'industrie du coton, de la laine et de la soie, parmi lesquels la première place revient à l'Alsace ; le second est un tableau d'ensemble où nous voyons défiler la condition matérielle des ouvriers, leurs mœurs, leur santé, l'influence des machines, etc. ; un chapitre dans lequel Villermé reprend et développe son discours de 1837 est exclusivement consacré aux enfants.

L'on touchait enfin au but ; le gouvernement avait beau faire la sourde oreille, un moment vint où il ne lui fut plus possible de se dérober ; les débats provoqués aux Chambres, en mai et juin 1839, par les pétitions de la Société industrielle de Mulhouse et de la Société pour l'encouragement de l'enseignement primaire parmi les protestants de France, furent vifs et décisifs ; le comte de Tascher à la Chambre des Pairs, Billaudel à la Chambre des Députés, présentèrent ces pétitions avec des rapports favorables ; sans doute, l'opposition fut âpre ; on signala toutes les difficultés que devait entraîner semblable loi ; on prétendit qu'en Angleterre le *bill* de 1833 demeurerait inappliqué — objection qui fut réfutée par Delessert, avec des faits à l'appui. Mais, à l'encontre, l'on dressait le tableau des abus intolérables, et l'argument décisif que constituait la qualité des pétitionnaires, qui n'hésitaient pas à aller contre leurs intérêts propres.

C'est à la suite de ces débats qu'eut enfin lieu le dépôt du projet de loi. Enfin ! après treize ans de lutte, treize ans d'efforts ininterrompus, depuis que s'était élevée pour la première fois, en Alsace, la voix de Jean-Jacques Bourcart.

CHAPITRE VI,

LE PROJET DE LOI. A LA CHAMBRE DES PAIRS.

L'élaboration de la loi devait durer quatorze mois depuis la présentation du projet à la Chambre des Pairs jusqu'à son vote final par la Chambre des Députés; le projet initial fut refondu entièrement par les Pairs, dont la nouvelle rédaction fut à son tour modifiée à la Chambre des Députés ; la Chambre des Pairs où il dut revenir, l'améliora encore sur quelques points et renvoya le texte à la Chambre des Députés où il fut définitivement voté le 10 mars 1841.

Ce fut une période très active ; les exposés des motifs, les rapports de commissions se succédèrent ; une discussion publique fort animée, à laquelle prirent part nombre d'orateurs de qualité, absorba huit séances à chaque Chambre. Et pourtant la longueur et l'importance des débats ne parvinrent pas à fixer l'attention du public.

Le projet présenté le 11 janvier 1840 par le ministre du Commerce Cunin-Gridaine ne devait rencontrer

aucun succès ; très vague, il consacrait, comme l'a très justement dit Dupin, « le droit de tout faire avec la faculté de ne rien faire ».

La simple rédaction de l'exposé des motifs qui le précède est déjà significative. Dès l'abord ce sont des paroles de prudence, destinées à ménager toutes les susceptibilités, à ne froisser personne : « Le gouvernement a dû s'efforcer de concilier le respect dû au principe de la liberté du travail avec la nécessité de préserver la génération naissante... » Quant aux récits des abus, ils ont indubitablement été fort exagérés ; cependant « le gouvernement n'en croit pas moins de son devoir d'aller au-devant même d'abus possibles... » Mais la loi ne doit intervenir « qu'avec une extrême réserve et seulement pour les cas où le mal est certain et le remède assuré ».

Suit le projet, très bref, simple autorisation des Chambres pour le gouvernement d'agir et de prendre au moyen de règlements les mesures nécessaires à la protection des jeunes ouvriers sur tous les points discutés : âge d'admission, durée du travail, etc...

Les règlements seront d'abord locaux, et plus tard « des règlements généraux pourront être faits, mais en pleine connaissance de cause et lorsqu'on aura pu reconnaître quelles dispositions peuvent être rendues uniformes ».

Toujours sur la brèche, la Société industrielle de

Mulhouse ne manqua pas d'attaquer aussitôt un projet qui était la ruine de ses espérances, la faillite de ses efforts de treize ans. Penot publiait dès le 29 janvier un second rapport ; il attaquait violemment l'exposé des motifs, protestait que loin d'être une atteinte à la liberté, la loi serait au contraire un « frein à une licence coupable dont les jeunes ouvriers étaient les victimes » et que le respect de l'autorité paternelle devait disparaître devant la nécessité de protéger l'enfant contre des parents qui abusaient de lui jusqu'à mettre sa vie en péril.

Quant au projet de loi tel que le concevait Cunin-Gridaine, il reposait sur une « base fausse et dangereuse » : si on laissait au préfet le soin de régler la matière dans chaque département, il en résulterait des conditions différentes suivant les régions, et l'égalité de la concurrence s'en trouverait détruite.

Jean-Jacques Bourcart prenait également la parole dans une brochure publiée le 6 février : *Du travail des jeunes enfants dans les manufactures, usines ou ateliers* ; répétant ses accusations contre le régime existant, il proposait à nouveau comme bases de la loi ses directives de 1827. Ancien précurseur, il se trouvait désormais légèrement en retard sur les conceptions présentes ; ses idées, ayant fait leur chemin, l'avaient distancé.

Aussitôt attaqué que né, le projet ne devait pas être

accepté à la Commission de la Chambre des Pairs, qui partait d'un point de vue tout différent. De par sa composition même, la Commission devait discuter d'une façon éclairée et faire du travail utile; la philosophie, l'économie politique, la science y étaient représentées par des personnalités éminentes : présidée par le baron de Gérando, avec Dupin pour rapporteur, elle comprenait en effet Victor Cousin, Rossi, de Gasparin, le marquis de Louvois, le comte de Tascher ; entre eux l'accord se fit tout de suite sur l'idée que la protection des enfants ne devait pas être laissée à la volonté discrétionnaire de l'administration. L'on peut pourtant s'étonner que les deux seuls partisans du projet gouvernemental se soient trouvés être Rossi l'économiste et le philosophe Victor Cousin, dont on eût été en droit d'attendre plus de largeur de vues. Toutefois, si Rossi devait reprendre la lutte à la Chambre des Pairs, Victor Cousin s'y transformerait au contraire en champion du principe de la loi.

A l'exception de ces deux opposants, la Commission se rangea aux idées que Dupin lui présentait dans son rapport.

Après avoir rappelé l'exemple de l'Angleterre et montré que sa prospérité n'avait fait que croître depuis la première loi de 1802 (les exportations de produits protégés avaient augmenté de 102 % entre 1800 et 1839, alors que l'accroissement n'était que de

25 % dans les autres industries), après avoir réfuté les allégations de l'exposé des motifs et insisté sur la véracité des faits mille fois constatés, citant à l'appui le rapport du Bureau des Manufactures, Dupin posait de nouvelles bases à la loi : il réclamait au contraire tout de suite des mesures générales, une législation uniforme, limitée d'ailleurs aux industries où les abus étaient flagrants et bien connus.

Et le gouvernement gardait la faculté de joindre par règlement d'administration publique son action à celle de la loi, pour la préciser, l'étendre ou en assurer l'application.

C'est ce projet de Dupin qui devait demeurer le cadre général de la loi, et les seules modifications ajoutées aux Chambres ne seraient que de détail.

La discussion commença à la Chambre des Pairs le 4 mars, après un changement de ministère qui avait amené, avec Thiers à la présidence du Conseil, Gouin au Commerce et Victor Cousin à l'Instruction publique.

Les débats furent très animés ; pendant six jours consécutifs, on se battit avec ardeur entre partisans de Cunin-Gridaine et partisans de la Commission ; en particulier Rossi et Gay-Lussac d'une part, Montalembert et Morogues avec Dupin de l'autre, se livrèrent une bataille sans répit, rivalisant de zèle et d'éloquence.

Rossi, qui avait à la Commission refusé de faire sienne la conception de Dupin, prit le premier la parole pour soutenir son point de vue : l'impossibilité de rédiger d'emblée une loi générale; la réglementation, disait-il, ne peut être la même pour toutes les régions de la France, entre lesquelles la variété du climat introduit des différences sensibles dans le développement et la force physique des enfants ; c'est aux autorités locales, mieux renseignées, qu'il appartient de prendre dans chaque département les mesures qui conviennent là et ne conviendraient pas ailleurs.

Au surplus, ce sera la meilleure façon d'acquérir peu à peu l'expérience qui permettra peut-être un jour de faire en connaissance de cause une loi uniforme; la matière est trop nouvelle pour procéder autrement que par voie d'essai ; il faut tâtonner. La meilleure preuve d'ailleurs que le système de la loi immédiate est mauvais, nous est fournie par Dupin lui-même qui est amené ensuite à revenir sur ses pas et à se contredire en prévoyant la possibilité de compléter la loi par des règlements d'administration publique.

Sans doute Rossi prévoit des objections à son argumentation : on ne manquera pas de lui opposer le principe de l'égalité devant la loi, qui serait violé si les mesures locales variaient de département à dépar-

tement ; « mais l'égalité, dit-il, ne consiste pas à dire que tous les enfants d'un certain âge pourront travailler, mais que tous les enfants pourront travailler quand ils seront en état de le faire. »

On lui objectera aussi qu'en dépit de la variété du climat en France, il a été jugé possible de fixer un âge uniforme pour la majorité légale, pour le service militaire, pour la responsabilité pénale ; sans doute ; mais à tous ces points de vue un remède est prévu si la réalité se montre plus complexe : émancipation ou, à l'inverse, conseil judiciaire, si l'âge de 21 ans ne coïncide pas avec la maturité et le développement voulus ; conseil de révision pour vérifier l'aptitude au service militaire, etc...

D'ailleurs, pour ce qui est de l'égalité devant la loi, le projet de la Commission ne la respecte pas davantage puisqu'il ne protège pas uniformément tous les enfants, dans toutes les industries, et que celles-ci se trouvent arbitrairement divisées en deux catégories : celles qui sont soumises à la loi et celles qui lui échappent.

Dupin, aidé de Victor Cousin, riposta aussitôt à ce dernier argument : il répondait que la loi ne doit intervenir que dans certaines manufactures, celles « où la force de l'homme et la faiblesse de l'enfant deviennent des accessoires de forces inanimées, infatigables » ; celles-ci sont assez différentes des autres pour réclamer un régime spécial.

La prétendue différence des climats n'a pas une influence assez sensible pour que l'on s'y arrête ; au surplus une réglementation locale, en entraînant un déplacement des ouvriers des régions protégées, qui se trouveraient désertées, vers les autres, serait une occasion de troubles qu'il faut éviter.

Quant à la contradiction qu'il y aurait à prévoir dans la loi des règlements d'administration publique pour la compléter (ce moyen à singulièrement fait fortune depuis lors), l'on ne voit pas en quoi elle peut consister, puisque le gouvernement reçoit ainsi la mission de faciliter l'extension de la loi, mais non pas de permettre sa violation.

Victor Cousin insiste longuement sur la nécessité de soustraire les mesures de protection à la décision souveraine des autorités locales ; trop peu indépendantes, comment croire qu'elles oseront jamais, dans les villes où l'industrie est très active et par là très puissante, se dresser contre leurs administrés les plus influents et se les aliéner ? Il ne faut pas trop exiger des consciences humaines.

Mais s'il est favorable au principe de la loi, Victor Cousin se montre moins hardi dans le domaine scolaire ; franchement hostile à l'obligation pour les enfants employés dans les manufactures d'avoir au préalable fréquenté l'école, puisque, la loi de 1833 n'adoptant pas le principe de la coaction, ce serait se mettre

en contradiction avec elle, il se range ainsi à l'avis de Rossi, qui avait fait grande impression sur les esprits à l'aide de l'exemple suivant :

« Un enfant n'aura pas été envoyé à l'école par ses parents, très coupables, j'en conviens ; mais ils l'auront placé dans une de ces industries que vous ne mentionnez pas dans l'article 1. Un jour, comme cela arrive trop souvent, cette industrie périclité ; l'enfant est mis à la porte ; son père lui-même perd son emploi et son salaire. L'enfant se présente aux manufacturiers que vous mentionnez et dit : « Donnez-moi du travail. — Non, lui répond-on, vous n'aurez pas de travail, vous n'avez pas été à l'école. — Mais mon père aussi a perdu son salaire. — Peu nous importe, vous n'avez pas été à l'école. — Mais je mourrai de faim. — Encore une fois non, c'est la loi, vous n'avez pas été à l'école. » « Et cela serait écrit dans une loi, poursuit Rossi, on punirait l'enfant de la négligence de ses parents ! »

A cela Dupin répond en rappelant que la loi prévoit une exception et permet l'emploi de l'enfant quand l'établissement assure son admission à l'école primaire. « Ainsi, le manufacturier, au lieu de répondre à l'enfant ignorant : meurs de faim, lui répondra : viens chez moi ; tu n'auras pas seulement le pain qui nourrit le corps ; la loi te chérit davantage : elle m'oblige à t'apporter le pain de l'esprit et de

l'âme, en t'assurant l'instruction primaire et religieuse ».

Ces deux récits sont d'effet également facile, mais de nature à impressionner à la tribune.

Lors de la discussion par articles, c'est à Gay-Lussac qu'il appartient de prendre violemment le parti des chefs d'industrie contre les attaques qu'on leur livrait de toutes parts ; Montalembert en particulier l'avait fait en termes enflammés : « Si un tyran, disait-il, un conquérant étranger s'était emparé de la France, comme la Russie par exemple s'est emparée de la Pologne, et s'il nous eût tenu ce langage : « Dès qu'ils
« seront en état de se tenir sur leurs jambes, des cen-
« taines de milliers de vos enfants vous seront enle-
« vés, seront introduits dans des établissements où
« leur organisation physique sera dégradée, affaiblie
« d'année en année, où, au lieu de connaître les jouis-
« sances, la gaieté, la liberté de leur âge, ils seront ini-
« tiés à tout ce qu'il y a de plus déplorable dans la
« dépravation humaine, où ils seront moralement
« abrutis d'abord, puis intellectuellement hébétés,
« peut-être ensuite physiquement énervés, où vos
« jeunes filles perdront leur innocence avant même
« d'être nubiles », si un tyran, dis-je, en agissant ainsi
avec la France, il n'y aurait pas assez de haine et
d'injures à déverser sur sa tête. Eh bien, le joug de
l'industrie est celui-là, Messieurs. »

Au contraire, Gay-Lussac s'indignait de la méfiance que la loi, « loi de prévention contre les fabricants », leur témoignait. Le manufacturier, disait-il, doit au moins être maître chez lui ; c'est un droit qu'il paie assez cher par la lutte qu'il doit journellement soutenir pour la prospérité de son industrie ; c'est lui, en effet, qui engage les frais, qui court les risques, qui assume les responsabilités ; c'est lui qui aurait à supporter les conséquences d'un échec ; qu'il soit du moins laissé libre de s'organiser à sa guise.

D'ailleurs l'inviolabilité du domicile n'est-elle pas un principe sacré ?

A quoi Dupin répond qu'il y a loin du domicile privé à une manufacture, à laquelle, par la multiplicité des travailleurs autant que par le but qu'elle poursuit, on ne peut dénier un certain caractère public.

Au reste cette loi « n'est pas plus un doute injurieux pour l'universalité des fabricants que toute loi pénale n'est une incrimination contre le caractère général de la nation ». Et Dupin se défend vivement contre l'accusation portée par Gay-Lussac de vouloir, en faisant du gouvernement le véritable directeur des établissements industriels, instaurer un régime inspiré du Saint-Simonisme ou du Phalanstérisme, « cette secte ennemie de la propriété, qui prétend tout mettre en commun ».

L'argument de l'autorité paternelle ne pouvait mai-

quer d'être repris ; c'est en effet l'un des obstacles que la loi avait à franchir ; l'autorité paternelle ne connaissait pas alors toutes les bornes qui lui sont opposées de nos jours ; il fallait faire accepter sa limitation, démontrer qu'elle n'avait de raison d'être que dans l'intérêt de l'enfant, et devait par conséquent disparaître si elle allait à l'encontre de son principe ; au reste, si la déchéance n'existait pas, le Code pénal prévoyait déjà des peines pour les parents qui livraient leurs enfants à la prostitution. C'est le vicomte de Villiers du Terrage qui se fit avec éloquence le défenseur des enfants contre « l'avare dureté du chef de famille ».

La discussion prit fin le 10 mars, et le projet de la Commission, qui avait décidément emporté la victoire avec de très faibles modifications, fut voté par 91 boules blanches contre 35 boules noires.

CHAPITRE VII

A LA COMMISSION DE LA CHAMBRE DES DEPUTES L'ENQUETE DE 1840.

Le projet issu des débats à la Chambre des Pairs fut présenté le 11 avril à la Commission de la Chambre des Députés, par le ministre Gouin.

Préidée par Cunin-Gridaine, ce qui ne semble pas de bon augure, la Commission comprenait par contre des Députés de tendance réformatrice, tels que Carnot ou Delessert ; pour le surplus, elle était dans l'ensemble composée de personnalités moins connues que la remarquable Commission des Pairs : le rapporteur Renouard, Guilhem, de Jussieu, Grandin, Fulchiron, Cochin. Aussi les débats furent-ils moins vifs ; au reste, le travail fait par les Pairs était acquis et la loi posée dans ses grandes lignes sans qu'il soit besoin d'y revenir. La Commission adopta facilement le projet des Pairs, en se bornant à y apporter quelques retouches : c'est ainsi qu'elle consacra l'obligation de suivre l'école jusqu'à 12 ans, chère à Dupin qui

n'avait pu se résigner à son rejet par la Chambre des Pairs et avait adressé à ce sujet un manifeste à ses « amis non politiques de la Chambre des Députés ». Toutefois, pour échapper à l'objection de Rossi et éviter que l'enfant ne soit en fin de compte la première victime de la loi, on renonçait à subordonner l'admission à l'usine à la fréquentation préalable.

Il faut signaler enfin comme une importante innovation proposée par la Commission, la création d'inspecteurs spéciaux ; elle ne devait malheureusement pas être reprise.

Le projet ainsi complété ne put être présenté aussitôt à la Chambre des Députés, en raison des vacances parlementaires. Pour employer du moins utilement l'intervalle des sessions, l'on décida de procéder à une nouvelle enquête pour s'assurer de l'opinion des principaux intéressés et pour trancher le point troublant du mode d'inspection.

Par la circulaire du 1^{er} juillet 1840, le ministre de l'agriculture et du commerce Gouin prescrivait cette enquête auprès des Conseils généraux, des Chambres de commerce, des Chambres consultatives des arts et manufactures et des Conseils de prud'hommes ; les préfets devaient également donner leur avis sur l'inspection.

La circulaire exposait les trois projets en présence : celui du gouvernement, celui des Pairs et celui de la

Commission des Députés ; quelques points, disait-elle, étaient spécialement discutés et tranchés de façon différente par les trois projets. Le principe tout d'abord : la Chambre des Pairs, dont l'opinion a été reprise par la Commission des Députés, soutient la nécessité de procéder par « mesures législatives, générales et perpétuelles », à l'encontre du gouvernement qui réclame le simple droit de prendre les règlements utiles.

Outre quelques divergences encore sur le domaine de la loi, la limite d'âge, l'observation du dimanche, etc..., la question capitale demeure celle du mode d'inspection, condition vitale de la loi.

Le projet gouvernemental la résout très simplement par le simple droit pour l'administration de créer dans chaque département une inspection conforme aux besoins locaux. Les Pairs préfèrent en confier la charge aux préfets, sous-préfets et maires. Quant à la Commission des Députés, elle insiste surtout sur la difficulté de trouver une solution et dénonce les inconvénients de chaque système ; puis elle propose la création obligatoire d'inspections spéciales.

C'est sur cette triple solution que l'on doit se prononcer.

La plupart des réponses émanent des Conseils généraux, ce qui donne à cette enquête un caractère très différent de la précédente ; beaucoup d'entre eux, d'ailleurs, se bornent à émettre un avis sur quelques-

uns des articles en discussion sans l'appuyer d'aucun motif. Tous ou presque tous recommandent la loi comme une œuvre d'humanité, mais il faut avouer qu'ils apportent en général assez peu de lumières ou d'idées originales.

Deux analyses de ces réponses ont paru au *Moniteur* en décembre 1840; il en résulte que l'unanimité est à peu près complète en ce qui concerne l'utilité et le principe de la loi; mais de grandes divergences se font jour lorsqu'il s'agit du mode d'inspection. Reprenons rapidement cette analyse, qui suit elle-même l'ordre du questionnaire ministériel.

1. *Utilité de la loi.* — On s'accorde à ce sujet, à quatre ou cinq exceptions près (beaucoup moins nombreuses par conséquent qu'en 1837).

Les derniers adversaires, parmi lesquels on ne peut s'étonner de retrouver la Chambre de commerce de Lille, prétendent que la loi aura des conséquences funestes, non seulement pour les fabricants, mais pour les ouvriers eux-mêmes (ce n'est pas une idée nouvelle) ; c'est à des habitudes vicieuses, à des logements malsains, à une nourriture insuffisante qu'est dû leur dépérissement ; diminuer le revenu familial en restreignant le salaire des enfants ne fera qu'aggraver le mal. D'autant plus que les fabricants, plutôt que de risquer d'enfreindre la loi et d'encourir ses sanctions, préféreront se mettre à couvert en cessant complètement d'employer des enfants.

L'on ajoute que le moment est mal choisi pour sévir alors que de réelles améliorations sont en train de s'introduire dans le régime des manufactures.

2. *Principe de la loi.* — Les conditions de protection seront-elles imposées par la loi ou par des règlements ?

La majorité des réponses se range à la première solution ; le projet initial du gouvernement est décidément vaincu ; quelques partisans isolés continuent pourtant à soutenir la nécessité de procéder lentement, par expériences successives, sans prendre du jour au lendemain une décision brusque et uniforme.

3. *Des établissements industriels qui doivent être compris dans la loi.* — Certains rapports souhaitent voir la législation s'appliquer très généralement à tous les enfants, aussi bien dans la famille que dans les établissements industriels.

Pourtant une grande majorité se prononce contre la réglementation de l'atelier familial : c'est la crainte d'empiéter trop ouvertement sur l'autorité paternelle, c'est la difficulté de la surveillance, c'est le danger aussi, si les pères de famille se sentent constamment observés et contrôlés, de les dresser en face de leurs enfants comme de véritables ennemis.

Mais, l'atelier familial écarté, quelle sera la limite exacte de l'intervention de la loi ? Les nomenclatures posées par les trois projets sont assez différentes, et

les avis se sont diversement prononcés pour l'un ou l'autre d'entre eux.

4. *Age d'admission.* — L'on varie de 8 à 12 ans, en repoussant, dans ce dernier cas, toute différence dans la durée du travail. Mais la majorité, moins libérale que le Bureau des Manufactures en 1837, se prononce pour l'âge de huit ans ; dans l'intérêt, dit-on, de l'enfant, qui doit commencer tôt son apprentissage pour acquérir la souplesse et la légèreté de mouvements qui font le bon ouvrier.

La différence de climats, argument que soutenait Rossi, n'est plus reprise nulle part comme influant assez sur le développement de l'enfant pour empêcher de fixer un âge unique.

5. *Durée du travail.* — L'on dit parfois que limiter cette durée revient à prononcer l'exclusion des enfants. Le système des relais, décidément le meilleur, présenterait encore mille inconvénients : « Trois enfants travaillant avec deux adultes harmoniseraient difficilement leur besogne avec celle de deux ouvriers qui ont chacun leur façon de faire et leur habitude de conduire le métier. » Il serait plus sage d'élever tout simplement l'âge d'admission en maintenant une journée de travail unique.

En général pourtant on approuve les chiffres posés par les Pairs et la Commission des Députés : 8 heures au-dessous de 12 ans et 12 heures jusqu'à 16 ans

Quelques réponses hasardent 6 et 8 heures ; d'autres 9 et 13, 11 et 12...

Rien de tout cela n'est très nouveau, et la question a déjà été discutée de façon semblable.

6. *Travail de nuit.* — On approuve généralement son abolition, comme source de fatigue et de démoralisation.

Quelques rapports réclament pourtant des exceptions : les uns en faveur des verreries, pour lesquelles la suppression du travail entraînerait l'exclusion des enfants et leur remplacement par des adultes, d'où une augmentation de frais considérable ; d'autres, pour les usines à moteur hydraulique ; d'autres encore, pour les usines à feu continu, où les enfants sont, en général, chargés de l'alimentation du feu.

Quant aux heures qui limitent la journée, l'on propose parfois de les faire varier avec les saisons, en suivant la clarté du jour ; d'autres rapports fixent à trois heures du matin et dix heures du soir les limites extrêmes, mais l'on s'arrête en général à cinq et neuf heures, à l'exemple de la Commission des Députés.

7. *Observation des dimanches.* — Elle n'a « pas été sérieusement contestée ». Sans doute certains rapports font-ils quelques réserves, mais ce n'est que très isolément, en faveur par exemple des usines à feu continu où le tissage est confié à des enfants, ou

encore pour autoriser le dimanche matin certains petits travaux accessoires tels que le nettoyage des métiers.

Mais la nécessité du repos hebdomadaire n'est plus discutée.

8. *Obligation de fréquenter les écoles.* — C'était l'un des points essentiels ; proposée par Dupin, elle avait été, nous l'avons vu, très discutée à la Chambre des Pairs et finalement supprimée ; la Commission des Députés l'avait rétablie.

Le problème est loin de se trouver résolu ; sans doute, la majorité des rapports approuvent la nécessité de l'instruction, l'ignorance étant « la source de tous les vices ». Mais les moyens de réalisation paraissent bien difficiles : si l'on exige pour l'admission à l'usine la fréquentation préalable de deux ans, l'on s'expose, comme l'a montré Rossi, à faire retomber sur l'enfant l'incurie de ses parents ; si l'on prétend se borner à l'instruction des enfants alors qu'ils travaillent déjà aux manufactures, comment trouvera-t-on le temps de les envoyer à l'école, comment fera-t-on coïncider leur repos avec les heures de classe ? Les difficultés ne disparaissent qu'au cas exceptionnel où l'industriel a installé une école dans sa manufacture.

Suivent quelques points de détail sur lesquels la consultation a peu d'intérêt, la solution n'étant pas discutée : livrets, pouvoir réglementaire laissé à l'ad-

ministration, règlements intérieurs des fabriques ; à cette dernière question l'avis presque unanime est de répondre qu'ils doivent être faits exclusivement par les chefs d'établissements et se transforment en contrats par adhésion tacite des ouvriers, à l'exception de quelques rapports isolés qui réclament l'approbation de l'autorité administrative.

12. *Des inspections pour assurer l'exécution de la loi.* — Ici, au contraire, est le grand problème, le nœud de la question ; ici est la véritable raison d'être de l'enquête.

Une série de questions étaient posées aux intéressés : adoptera-t-on, comme la Chambre des Pairs, les préfets, les sous-préfets et les maires, ou les inspecteurs des écoles primaires ? Préférera-t-on la création d'inspections spéciales ? Seront-elles salariées ou gratuites ? Les réponses témoignent d'une extrême divergence dans les idées ; sur ce point trop nouveau l'expérience manque pour se faire une opinion éprouvée.

Ce n'est qu'une minorité, importante toutefois, qui se prononce pour la solution des Pairs ; l'adoption des administrateurs existants, dit-on, en même temps qu'elle présente l'avantage de constituer une économie, offre en outre plus de garanties que toute autre solution ; l'on pourrait d'ailleurs les autoriser à déléguer des conseillers de préfecture et des membres des conseils de département et d'arrondissement, pour

leur permettre une activité plus grande tout en soulignant l'importance de leur tâche.

Mais la plupart des réponses se bornent à confier au préfet, déjà trop occupé et à court de temps, une haute surveillance en cette matière.

Pour les inspecteurs des écoles primaires, l'opinion générale est qu'ils ont bien autre chose à faire et qu'ils sont déjà surchargés de besogne. L'on suggère parfois de leur confier pourtant la surveillance des manufactures dans les départements peu industriels, tout en créant ailleurs des inspecteurs spéciaux.

C'est en effet à ce système d'inspecteurs spéciaux et destinés uniquement à l'application de la loi que se rallie la majorité ; seuls ils auront assez de temps à consacrer à leur tâche, ils seront doués de l'esprit de suite nécessaire, ils auront les connaissances utiles.

Mais la question de leur choix demeure délicate... Il faut pouvoir compter sur leur bienveillance, il faut songer à ménager les susceptibilités des propriétaires et des directeurs d'ateliers ; il faut aussi éviter, si l'on confie cette tâche à un manufacturier, que sa mission ne lui soit un prétexte à découvrir les procédés de fabrication d'un rival...

Diverses propositions sont hasardées, en faveur de commissions composées de façon variable, où l'ordre judiciaire est toujours représenté.

Enfin, ces inspecteurs seront-ils payés ? Ce serait

une occasion de dépenses, dit-on. Mais toute tâche mérite salaire et ce ne serait que justice ; et l'on aurait quelque raison de redouter une certaine indifférence de leur part, à l'égard d'une besogne qui leur semblerait une œuvre de bienfaisance ; la conscience professionnelle ne se trouve que là où il y a véritable fonction. Enfin ce serait pour l'administration un moyen de garder quelque autorité sur ses inspecteurs.

13. *Contraventions et pénalités.* — Sur ce point, les trois projets ne différeraient guère ; deux observations viennent pourtant contredire les points sur lesquels leur accord s'était fait : quelques conseils généraux s'élèvent contre l'emprisonnement infligé aux père, mère et tuteur au cas de récidive ; cette mesure est trop grave et, à la sortie de la prison, se fera rancune et aigreur envers l'enfant qui sera en définitive la dernière victime.

Au contraire, on propose d'aggraver la sévérité des sanctions envers les manufacturiers au même cas de récidive, l'amende qui les frappe alors étant très insuffisante.

En résumé, qu'y avait-il à conclure de cette enquête ? Sans doute, elle apportait au gouvernement la certitude d'être en accord avec l'opinion sur le principe et l'utilité de la réforme ; elle montrait le chemin parcouru depuis 1837 ; mais on y cherche en vain une idée nouvelle, une solution pratique, une réponse aux problèmes encore irrésolus.

La documentation se poursuit en même temps à l'étranger. Carnot, en voyage d'études, écrit une *Lettre à Monsieur le Ministre de l'Agriculture et du Commerce sur la législation qui règle dans quelques Etats de l'Allemagne les conditions du travail des jeunes ouvriers*. Il y décrit cette législation, encore très récente, mais qui mettait un terme à un régime ancien infiniment préférable au régime français ; il donne surtout en exemple le système scolaire allemand, fondé sur le principe de l'obligation.

Enfin, cette enquête coïncide avec un nouvel effort de propagande à l'intérieur de la France. La Société industrielle de Mulhouse ne manque pas de saisir cette occasion et envoie, le 1^{er} novembre, une pétition accompagnée d'un projet de loi. A son côté se lève la Société industrielle de Saint-Quentin, qui vient, quelques jours plus tard, insister en termes pressants : « Quand, depuis plusieurs années, l'Angleterre et la Prusse ont réglé par des lois le travail des enfants dans les manufactures, nous devrions rougir, nous Français, d'avoir laissé subsister des abus monstrueux sans avoir fait la moindre tentative pour les faire disparaître. » La liberté du travail ? Si les industriels n'ont garde de s'en réclamer quand il s'agit de les protéger contre la concurrence étrangère au moyen de tarifs et de prohibitions, de quel droit alors

l'invoquer lorsqu'elle sert leurs intérêts ? Et la pétition insiste en faveur de la création d'inspecteurs spéciaux, de l'obligation scolaire, etc.

Daniel Le Grand ne se laisse pas distancer ; parallèlement à ses efforts pour introduire la question ouvrière sur le plan international, il continue d'agir en France pour les enfants ; il écrit, en août et décembre 1840, deux nouvelles lettres à François Delessert ; il envoie en novembre à la Chambre des Députés un projet de loi où il reprend et modifie le projet issu de la Chambre des Pairs. Daniel Le Grand insiste surtout sur la nécessité d'interdire le système des relais, et montre les terribles abus qui résulteraient, sinon, de l'interdiction de travailler plus de 8 heures au-dessous de 12 ans : il faudrait d'abord doubler le nombre des enfants en usine ; en effet, les industriels, désireux de faire grand pour diminuer les frais généraux, feront travailler deux équipes pendant 8 heures chacune, d'où tendance à prolonger jusqu'à 16 heures la journée des adultes pour les faire marcher parallèlement au « double attelage » (et Daniel Le Grand ne manque pas de s'indigner chaque fois que ce terme se présente sous sa plume, d'autant plus qu'il le sent plus justement choisi). Enfin, quand ces enfants, atteignant 16 ans, échapperont à la protection légale, on ne se fera pas scrupule, pour les garder à salaire inférieur, de renvoyer des ouvriers âgés.

et ceci en très grand nombre puisqu'il y aura deux fois plus d'enfants qu'autrefois dans les usines. Que deviendront ces ouvriers, désormais inaptes à un autre état, ayant souvent perdu leur santé ? Il ne reste plus qu'à créer, comme en Angleterre, une taxe des pauvres, remède combien insuffisant ! Si on ne restreint pas le nombre des « jeunes victimes des ateliers », on congédiera les vieux ouvriers : la loi à venir doit donc constituer également une « loi de protection pour l'âge viril et les vieux jours de l'ouvrier » jeté sur le pavé avec ses misères et ses infirmités. Il faut remarquer que Daniel Le Grand a été le seul, ou du moins le premier, à envisager ce point de vue.

CHAPITRE VIII

A LA CHAMBRE DES DEPUTES. — LA LOI

Le ministère de mars fut renversé en octobre, à la suite de circonstances de politique extérieure ; le nouveau ministère comprenait, sous la présidence de Soult, Guizot, Cunin-Gridaine revenu à l'Agriculture et au Commerce, Villemain à l'Instruction publique et Martin du Nord à la Justice.

Les débats eurent lieu à la Chambre des Députés, du 21 au 29 décembre ; ils furent vifs, mais ne présentent pourtant pas le même intérêt qu'à la Chambre des Pairs ; outre que les personnalités étaient moins importantes, les grands principes avaient maintenant été discutés.

Toutefois, en dépit de l'enquête de 1840, véritable referendum au résultat affirmatif, en dépit de l'unanimité désormais constatée en faveur de la réforme, il fallut encore vaincre une opiniâtre résistance.

Tout de suite, en effet, de puissants manufacturiers, représentants en particulier du Nord et de la Seine-

Inférieure, se livrent à une franche opposition; l'on s'applique à démontrer que les ouvriers sont bien peu dignes de l'intérêt qu'on leur témoigne ; l'ivrognerie, l'imprévoyance sont les moindres de leurs défauts ; s'ils se jettent en si grand nombre à la ville, c'est « par le motif qu'on n'est pas obligé de faire des économies, et que si le travail manque, on trouve d'abord les bureaux de bienfaisance et plus tard les hospices ». L'on proteste, par contre, contre l'injustice et la fausseté des accusations portées contre les manufacturiers ; et sur quoi fonde-t-on la distinction entre la fabrique et le petit atelier ? Pourquoi alors ne pas prétendre « aller au domicile paternel voir si l'enfant est nourri, vêtu » ? D'ailleurs on comprend bien mal l'intérêt de l'enfant, et l'on veut donc, en lui refusant l'entrée des manufactures, « le faire croupir dans l'oisiveté » ?

Enfin, reprenant encore une fois l'argument du principe de la liberté du travail, l'on conteste à l'Etat le droit de réglementer les conditions du travail.

C'est alors que Villemain répond avec indignation que « non seulement la société a le droit d'intervenir dans cette matière, mais c'est son devoir, c'est sa dette, et même une dette arriérée ».

Vient ensuite une opposition dissimulée, sourde, qui, sans combattre directement le principe de la réforme, découvre partout des difficultés, s'applique à démon-

trer l'impossibilité de la loi : comment soutiendra-t-on la concurrence étrangère ? Comment empêchera-t-on l'émigration des enfants des fabriques dans les petits ateliers privés de toute protection, etc. ?

Beaumont montre très justement que cette protection est un premier pas vers la réglementation du travail des adultes, un début dont on sera impuissant à enrayèr les conséquences une fois déclanchées ; Dietrich aborde en effet déjà l'idée d'une limitation générale de la journée de travail, et Alban de Villeneuve va jusqu'à demander d'appliquer tout de suite la loi à l'ensemble de la population ouvrière. Il ne manque pas d'ailleurs de se désister aussitôt pour ne pas retarder les débats, mais non sans avoir exposé la thèse d'une protection internationale.

Au cours de la discussion par articles, l'on se borne à proposer quelques modifications, quelques atténuations. Les fabricants ayant protesté contre l'introduction chez eux d'inspecteurs salariés qui seraient une véritable police, obtiennent que ces inspecteurs soient gratuits et choisis parmi des manufacturiers anciens ou actuels ; ils ne risquaient plus d'être trop rigoureux.

Enfin, l'obligation scolaire est assez facilement admise.

Le 29 décembre, le projet est voté par 185 voix contre 50.

Avant le retour du texte à la Chambre des Pairs, Daniel Le Grand fait un dernier effort : écrivant à Dupin le 4 janvier, il proteste contre l'œuvre des Chambres, dont il attendait autre chose ; il insiste encore pour l'interdiction des relais dont il répète une fois de plus les inconvénients. Il envoie aussi à la Chambre des Pairs une « très humble requête », puis, le 5 février, un « suprême appel sous la forme d'un conte familial : *Le relai, ou la mère de famille et le fileur, fiction d'une triste réalité* ». Malgré la sincérité de sa conviction et les arguments irrésistibles qu'elle lui inspirait, malgré la continuité de ses efforts jamais découragés, il ne devait pas obtenir gain de cause.

En effet, le texte revenait à la Chambre des Pairs les 22 et 23 février, et devait être aussitôt adopté à peu près en ses termes ainsi arrêtés. Cunin-Gridaine lui-même avait fait amende honorable et demandé aux Pairs le vote du projet : « Une fois rallié au principe de la loi, le gouvernement est entré sans hésitation dans la voie si habilement tracée par votre Commission, et moi personnellement, qui vous avais saisis du projet primitif, je me suis félicité d'avoir eu à défendre, dans une autre Chambre, des principes que vos délibérations avaient fait prévaloir, et dont je viens aujourd'hui, sans embarras et avec une conviction entière, vous demander la consécration nouvelle. »

Seul, Dupin, à nouveau rapporteur, se montrait mécontent de ce qu'on eût altéré son œuvre, et insistait pour que la Chambre des Pairs rétablît certaines de ses résolutions primitives ; mais il n'eut aucun succès.

Voté le 23 février, par 104 boules blanches contre 2 noires, le projet revint une dernière fois à la Chambre des Députés, le 11 mars 1841, pour y remporter un succès analogue : le vote par 218 voix contre 17.

Delessert pourtant, insatisfait, exprimait ses scrupules quant à l'imperfection de la loi, et déclarait qu'il ne la votait que « dans l'espoir qu'elle ne tarderait pas à recevoir bientôt les améliorations nécessaires ».

La loi, promulguée le 22 mars 1841, était ainsi conçue :

ARTICLE PREMIER. — Les enfants ne pourront être employés que sous les conditions déterminées par la présente loi :

1° Dans les manufactures, usines ou ateliers à moteur mécanique ou à feu continu et dans leurs dépendances ;

2° Dans toute fabrique occupant plus de vingt ouvriers, réunis en ateliers.

ART. 2. — Les enfants devront, pour être admis, avoir au moins 8 ans.

De 8 à 12 ans, ils ne pourront être employés au travail effectif plus de 8 heures sur 24, divisées par un repos.

De 12 à 16 ans, ils ne pourront être employés au travail effectif plus de 12 heures sur 24, divisées par un repos.

Le travail ne pourra avoir lieu que de 5 heures du matin à 9 heures du soir.

L'âge des enfants sera constaté par un certificat délivré sur papier non timbré et sans frais, par l'officier de l'état civil.

ART. 3. — Tout travail, entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, est considéré comme travail de nuit

Tout travail de nuit est interdit pour les enfants au-dessous de 13 ans.

Si la conséquence du chômage d'un moteur hydraulique ou des réparations urgentes l'exigent, les enfants au-dessus de 13 ans pourront travailler la nuit, en comptant deux heures pour trois, entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

Un travail de nuit des enfants ayant plus de 13 ans, pareillement supputé, sera toléré, s'il est reconnu indispensable, dans les établissements à feu continu dont la marche ne peut être suspendue pendant le cours de 24 heures.

ART. 4. — Les enfants au-dessous de 16 ans ne pourront être employés les dimanches et jours de fêtes reconnus par la loi.

ART. 5. — Nul enfant, âgé de moins de 12 ans, ne

pourra être admis qu'autant que ses parents ou tuteurs justifieront qu'il fréquente actuellement une des écoles publiques ou privées existant dans la localité. Tout enfant admis devra, jusqu'à l'âge de 12 ans, suivre une école.

Les enfants âgés de plus de 12 ans seront dispensés de suivre une école lorsqu'un certificat, donné par le maire de leur résidence, attestera qu'ils ont reçu l'instruction primaire élémentaire.

Les chefs d'établissements inscriront : 1) Sur le livret de chaque enfant, la date de son entrée dans l'établissement et de sa sortie ; 2) Sur un registre spécial, toutes les indications mentionnées au présent article.

ART. 6. — Les maires sont tenus de délivrer au père, à la mère ou au tuteur, un livret sur lequel seront portés l'âge, le nom, les prénoms, le lieu de naissance et le domicile de l'enfant, et le temps pendant lequel il aurait suivi l'enseignement primaire.

ART. 7. — Des règlements d'administration publique pourront : 1) Etendre à des manufactures, usines ou ateliers, autres que ceux mentionnés dans l'article premier, l'application des dispositions de la présente loi ; 2) Elever le minimum de l'âge et réduire la durée du travail, déterminés dans les articles 2 et 3, à l'égard des genres d'industries où le labeur des enfants excéderait leurs forces et compromettrait leur santé ; 3) Déterminer les fabriques où, pour cause de danger ou d'insalubrité, les enfants au-dessous de 16 ans ne pourront point être employés ;

4) Interdire aux enfants, dans les ateliers où ils sont admis, certains genres de travaux dangereux ou nuisibles ; 5) Statuer sur les travaux indispensables à tolérer de la part des enfants, les dimanches et fêtes, dans les usines à feu continu ; 6) Statuer sur les cas de travail de nuit, prévus par l'article 3.

ART. 8. — Des règlements d'administration publique devront : 1) Pourvoir aux mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi ; 2) Assurer le maintien des bonnes mœurs et de la décence publique dans les ateliers, usines et manufactures ; 3) Assurer l'instruction primaire et l'enseignement religieux ; 4) Empêcher, à l'égard des enfants, tout mauvais traitement et tout châtiment abusif ; 5) Assurer les conditions de salubrité et de sûreté nécessaires à la vie et à la santé des enfants.

ART. 9. — Les chefs d'établissements devront faire afficher dans chaque atelier, avec la présente loi et les règlements d'administration publique qui y sont relatifs, les règlements intérieurs qu'ils seront tenus de faire pour en assurer l'exécution.

ART. 10. — Le gouvernement établira des inspecteurs pour surveiller et assurer l'exécution de la présente loi. Ces inspecteurs pourront, dans chaque établissement, se faire présenter les registres relatifs à l'exécution de la présente loi, les règlements intérieurs, les livrets des enfants et les enfants eux-mêmes ; ils pourront se faire accompagner par un médecin, commis par le préfet et le sous-préfet.

ART. 11. — En cas de contravention, les inspecteurs

dresseront des procès-verbaux, qui feront foi jusqu'à preuve contraire.

ART. 12. — En cas de contravention à la présente loi ou aux règlements d'administration publique rendus pour son exécution, les propriétaires ou exploitants des établissements seront traduits devant le juge de paix du canton et punis d'une amende de simple police qui ne pourra excéder 15 francs.

Les contraventions qui résulteront, soit de l'admission d'enfants au-dessous de l'âge, soit de l'excès de travail, donneront lieu à autant d'amendes qu'il y aura d'enfants indûment admis ou employés, sans que ces amendes réunies puissent s'élever au-dessus de 200 francs.

S'il y a récidive, les propriétaires ou exploitants des établissements seront traduits devant le tribunal de police correctionnelle et condamnés à une amende de 15 à 100 francs. Dans les cas prévus par le paragraphe second du présent article, les amendes réunies ne pourront jamais excéder 500 francs.

Il y aura récidive lorsqu'il aura été rendu contre le contrevenant, dans les douze mois précédents, un premier jugement pour contravention à la présente loi ou aux règlements d'administration publique qu'elle autorise.

ART. 13. — La présente loi ne sera obligatoire que 6 mois après sa promulgation.

CHAPITRE IX

L'ACCUEIL FAIT A LA LOI. COMMENTAIRE ET CRITIQUE

Quel accueil lui était réservé, à cette loi que l'on avait eu tant de peine à obtenir ?

En dépit des discussions véhémentes qui lui avaient donné naissance, elle fut promulguée au milieu de l'indifférence générale ; le public ne s'émut guère ; les préoccupations politiques l'empêchèrent de lui accorder l'attention qu'elle méritait.

Les principaux intéressés, les ouvriers eux-mêmes, encore peu éclairés sur leur bien véritable, faute de connaissances et d'organisation, s'estimèrent plutôt lésés — comme de juste —, retenant surtout, parmi les effets de la loi, la diminution ou la disparition complète du salaire que leur apportaient leurs enfants. Wolowski, qui s'était fait quelque peu inspecteur volontaire, nous raconte l'anecdote suivante, qui est significative : un jour qu'il visitait une filature du faubourg Saint-Antoine, il avisa un enfant étiolé,

malingre ; renseignements pris, il s'avéra que l'enfant n'avait que 7 ans et se livrait à un travail de toute la journée ; comme Wolowski en faisait le vif reproche au contremaître, ce dernier lui désigna la mère, également occupée dans l'atelier. « De quoi vous mêlez-vous ? » répliqua cette dernière ; j'ai été élevée ainsi ; mon enfant peut bien faire à son tour ce que j'ai fait ! »

Quant à la presse ouvrière, qui venait de naître, elle se livrait à de violentes critiques. Le *Journal du Peuple*, l'*Atelier*, le *Populaire* attaquèrent à l'envi la loi, lui reprochant sa timidité, son inefficacité certaine.

Le *Populaire* s'indignait en ces termes : « De l'aveu même de M. Charles Dupin, sur plus de 50.000 patentés, la loi ne peut s'appliquer qu'à 300 établissements ; et partout ailleurs la loi elle-même ne semblera donc considérer les enfants du peuple, suivant l'énergique expression d'un Pair de France, que comme une « marchandise » ou des « bêtes de louage ». « Ce n'était pas la peine d'employer deux sessions et de si longues séances pour de si minces résultats. » « Et si les manufactures renvoient leurs jeunes ouvriers, qui leur donnera du pain ? »

L'*Atelier* s'écriait qu'ils étaient « bien coupables ou bien malheureux, ces hommes qui, ayant sondé cette plaie hideuse, puis l'ayant si énergiquement dépeinte.

n'ont pu trouver qu'une aussi pauvre loi, qu'ils ont encore empruntée aux Anglais ». Toutefois, l'*Atelier* ne manquait pas de retenir le fait de l'intervention de l'Etat, et s'empressait d'en tirer toutes les conséquences possibles ; il reconnaissait tout de même que cette loi constituait « une tendance marquée au progrès, en légalisant le droit absolu que doit avoir le pouvoir d'intervenir dans le contrat entre les exploitants et les exploités ; ce point posé et résolu, il faudra bien aller jusqu'au bout, et cette fin, c'est l'organisation du travail, qu'il y a peu de temps encore on traitait de théorie et de chimère ».

Qu'en pensaient de leur côté ceux qui avaient, sincèrement, souhaité la loi et fait tous leurs efforts pour l'obtenir, ceux qui avaient travaillé du meilleur d'eux-mêmes à son éclosion ?

Ils étaient franchement déçus ; la Société industrielle de Mulhouse, Daniel Le Grand, Dupin, Renouard, et tant d'autres, ne pouvaient manquer de mesurer l'abîme qui séparait la réalité de ce qu'avait été leur ambition. Ils ne devaient d'ailleurs pas se tenir pour battus, et reprendraient la lutte, sans plus de succès hélas.

Certes, la loi était imparfaite ; elle prêtait à beaucoup de critiques et contenait maintes lacunes, les unes pressenties à l'avance, signalées déjà lors de l'élaboration, d'autres auxquelles on n'avait pas songé

et qui devaient se révéler à l'épreuve. Il nous suffira de l'examiner en détail pour les voir se dégager aussitôt.

Reprenons donc la loi dans ses grandes lignes.

Son domaine d'application nous paraît d'abord bien limité ; nous le savons, il fut plusieurs fois question de l'étendre, lors de la discussion aux Chambres ; mais on recula devant de multiples objections : gêne apportée à l'industrie, inviolabilité du domicile, crainte de ne pouvoir organiser une véritable surveillance et de perdre en efficacité ce que l'on gagnait en étendue ». « On commence par le possible... » disait Villemain.

Aussi cherchait-on à se persuader, sans peut-être y parvenir tout à fait, que les abus étaient dus et par conséquent subordonnés à l'emploi des machines, dont le caractère essentiel est d'être infatigables, à l'inverse des forces humaines.

Quant à la clause visant les fabriques de plus de 20 ouvriers, c'est une concession à l'opinion contraire, une demi-mesure, arbitrairement fixée d'ailleurs, et à laquelle certains chefs d'ateliers devaient aisément se soustraire (à Saint-Amand par exemple dans la bonneterie et la clouterie), en plaçant leurs métiers dans la demeure de leurs ouvriers.

On pouvait prétendre à l'inverse que ce que la loi protégeait était précisément ce qui avait le moins besoin de l'être ; les dimensions d'une grande manu-

facture lui donnent une certaine publicité grâce à laquelle des abus ne s'y peuvent produire sans être connus au dehors ; le nom même de son chef, la considération qui s'y attache, sont une garantie de la moralité de sa gestion. Au contraire, dans les petits ateliers qui échappent à tous les regards, où le maître plus obscur est moins gêné pour exploiter ses ouvriers, où la machine n'existe pas pour épargner les forces humaines, que de souffrances peuvent exister et se prolonger sans que personne ne s'en doute et n'en prenne souci. Dans les ateliers de famille même, le péril ne se fait pas illusoire. « Ou supprimons la loi de 1841, disait Jules Simon, ou rendons-la générale ; ou déclarons une bonne fois qu'il est loisible à tout le monde de faire travailler un petit enfant dès qu'il est en âge de se tenir debout, et de le faire travailler chaque jour jusqu'à ce qu'il tombe en défaillance, ou, si nous croyons avoir le droit d'intervenir pour quelques milliers d'enfants au nom de l'humanité et de la morale, intervenons pour tous. »

A cet argument d'humanité, il faut ajouter que la loi crée ainsi une inégalité dans la concurrence qui n'a pas de raison d'être ; c'est un véritable privilège de plusieurs heures par jour et d'un jour par semaine conféré aux petits fabricants, privilège rendu d'autant plus odieux par cette limite arbitraire de 20 ouvriers grâce à laquelle il suffit d'un homme en moins pour faire d'un délit un acte légal.

Il est vrai que les Chambres ont pris soin de donner au Gouvernement la faculté d'étendre la protection partout où le besoin s'en ferait sentir ; mais de cette faculté le gouvernement aura également soin de ne pas user.

Reste d'ailleurs la question des apprentis : pour eux aucune protection ; le contrat d'apprentissage est laissé à l'entière discrétion des parties, et les récits sont innombrables de petits patrons qui abusaient de ces enfants d'une manière incroyable ; mauvais traitements, travail épuisant, manque de nourriture, manque de sommeil. Les plaintes portées devant le tribunal de la Seine, pour ne citer que ce département, pour voies de fait sur des apprentis dans les petits ateliers de Paris, sont fréquentes. Il leur faudra attendre 1851 pour avoir enfin droit à une protection.

La justice du principe des deux limitations de l'âge d'admission et de la durée du travail ne se discute pas ; mais il n'en est pas de même des limites choisies par la loi.

C'est après de nombreuses discussions que l'âge de 8 ans a été fixé comme limite inférieure. Outre la grande gêne qu'eût éprouvée l'industrie à être brusquement privée de tous ses jeunes ouvriers, on se trouvait là pris entre deux écueils : la crainte de priver la famille d'un salaire d'appoint qui lui était souvent indispensable, si faible fût-il, le disputait aux

dangers d'un travail prématuré ; la faim n'épuise pas moins l'enfant que le labeur. Aussi n'osa-t-on pas élever plus haut l'âge d'admission. On disait d'ailleurs qu'aussi longtemps que les écoles demeureraient en nombre insuffisant, la manufacture offrait du moins l'avantage d'éviter le vagabondage dans les rues ou l'insalubrité d'un taudis ; elle constituait une école de vie régulière et disciplinée, et permettait parfois un bon apprentissage.

Quant à la durée de 8 heures, la solution n'était pas satisfaisante ; aucun système destiné à faire coïncider le travail des enfants avec celui des adultes ne se révéla tout à fait bon à l'usage. Celui des relais, qui fut le plus souvent pratiqué, prêtait à toutes les critiques que lui avait adressées Daniel Le Grand : l'enfant avait de la peine à coordonner ses mouvements à ceux de deux maîtres différents, les changements constituaient une fâcheuse perte de temps, etc. En fait, il n'y avait que deux solutions : ou prolonger jusqu'à 16 heures la journée des adultes, ou plutôt abaisser à 6 celle des enfants : c'était le *half system* finalement adopté en Angleterre, en faveur duquel Delessert avait déjà présenté un amendement à la Chambre, système le plus favorable à l'enfant qui conservait, avec le relai fixé à midi, une demi-journée à consacrer à l'école.

De 8 à 12 ans (les enquêtes ultérieures préconise-

ront plutôt 13 ans, comme en Angleterre) la durée est de 12 heures. Il était à croire, — on l'espérait, — que la journée des adultes se réglerait sur celle-ci ; aussi eut-on quelques hésitations à la fixer à 13 heures. Mais la considération l'emporta que l'Angleterre, pays alors le plus manufacturier de l'univers, se déclarait satisfaite de cette solution. La réalité devait malheureusement être différente, et en dépit de la loi, c'est le travail des adultes qui devait être respecté, et les enfants retenus auprès d'eux au delà du temps légal.

La question avait été posée aux Chambres de savoir s'il convenait d'adopter le principe de la distinction entre enfants et adolescents, ou s'il ne valait pas mieux les soumettre tous à un régime uniforme en élevant à 10 ans l'âge d'admission ; ainsi serait évité le défectueux système des relais, ainsi l'enfant de 8 et 9 ans serait épargné et aurait la faculté de passer son temps à l'école. Mais il n'en est pas moins vrai qu'une journée de 12 heures constituerait une charge beaucoup trop lourde à 10 ou 11 ans, surtout pour un enfant qui aurait jusqu'alors totalement ignoré le régime de la manufacture ; ce serait d'autre part renoncer complètement à tout complément d'instruction à l'avenir, et nous avons vu plus haut les inconvénients de trop reculer l'âge d'admission.

Il faut remarquer que la loi ne prévoyait aucune mesure en faveur des femmes et fixait même âge et

même durée pour les garçons et les filles ; n'aurait-il pas convenu par exemple d'élever à 18 ans pour ces dernières, plus faibles et mineures en quelque sorte quand elles étaient mariées. l'âge auquel cessait toute protection ?

L'interdiction du travail de nuit est encore une mesure dont personne ne peut contester la nécessité. Sans doute la loi prévoit quelques exceptions, mais il semble qu'elles doivent être assez rares et au surplus qu'il les faille interpréter de manière limitative.

De même pour l'interdiction de travailler les dimanches et fêtes ; la loi de 1814, d'inspiration religieuse, sur le repos du dimanche, n'était pas observée ; il fallait donc, au moins pour les enfants, prendre une nouvelle mesure. La vie de famille, complètement disloquée par la manufacture, aurait là, pouvait-on croire, une occasion de se renouer.

Pour ce qui est de la fréquentation scolaire, il faut reprocher à la loi son imprécision. L'on peut dès l'abord prévoir qu'elle demeurera inappliquée. En effet, outre la nécessité de fréquenter l'école au moment de son entrée à l'atelier, l'enfant devra continuer jusqu'à l'âge de 12 ans, est-il dit ; mais combien de temps par jour et à quels moments ? L'école sera fermée aux heures de liberté... La loi ne prend la peine de résoudre aucune des difficultés qui ne manqueront pas de s'élever.

Quant à l'obligation de poursuivre l'instruction de l'enfant au delà de 12 ans quand elle se révèle insuffisante, c'est pure dérision : le travail de 12 heures remplit largement la journée.

Enfin la loi parle d'une « école publique ou privée existant dans la localité ». Et si, — c'est fréquent, — cette école n'existe pas ?

Nous l'avons vu, un rôle important est réservé aux règlements d'administration publique. Il faut remarquer tout d'abord qu'on a renoncé à une réglementation locale appliquée suivant les besoins de l'endroit, qui aurait eu le premier défaut d'être prise par des autorités d'une indépendance douteuse, et aurait de plus créé des inégalités de régime et faussé les conditions de la concurrence.

Ces règlements interviendront dans deux séries de cas : Tantôt ils seront facultatifs, leur opportunité abandonnée à l'appréciation du gouvernement, pour ce qui est par exemple d'étendre la protection toutes les fois qu'il le jugera nécessaire ; (s'il n'y a pas, comme on l'a soutenu, contradiction entre ce passage de la loi et son système général, c'est du moins pour les Chambres un certain manque d'audace que de se dérober devant les difficultés qu'elles ont prévues et n'osent aborder, en les abandonnant au gouvernement ; ce dernier ne montrera d'ailleurs pas plus de hardiesse). Tantôt enfin ces règlements seront obli-

gatoires ; ici le système se justifie mieux : il s'agit de détails d'exécution à l'intérieur desquels la loi n'a pas à pénétrer, et ce procédé est devenu courant de nos jours.

C'est sur le point de l'inspection que nous nous attarderons surtout. Là est l'erreur capitale, et c'est à cet article de la loi qu'il faut en grande partie attribuer son inexécution.

Nous l'avons vu, une série de propositions avaient été faites, et contre toutes l'on avait élevé des objections : les préfets et sous-préfets, les procureurs et les substituts, déjà trop occupés, ne pourraient avoir l'assiduité ni leur contrôler la fréquence nécessaires ; leurs inspections risqueraient d'ailleurs de perdre de vue leur véritable but pour prendre un caractère honorifique ; leurs visites auraient quelque chance de prendre l'allure de témoignages de considération à l'industriel. Pour les maires, quantité d'abus, ou tout au moins de soupçons, pourraient résulter de leur désignation : exerçant souvent une industrie rivale de celles qu'ils auraient à inspecter, comment n'en profiteraient-ils pas pour s'initier aux procédés de fabrication, aux détails d'administration de leurs concurrents ; au cas contraire, auraient-ils les lumières nécessaires à l'accomplissement de leur tâche ?

Les juges de paix, étant déjà juges des contraventions, ne peuvent réunir à cette fonction celle de les rechercher

Quant aux commissaires de police, les fabricants ne les verraient pas s'introduire chez eux sans que leur susceptibilité en prît ombrage.

Enfin l'inspection des écoles exige de ceux qui s'y consacrent tout leur temps et toutes leur connaissances ; à doubler leur travail, on arriverait à ce qu'aucun des deux ne soit bien fait.

Aussi la loi s'en remet-elle entièrement au gouvernement du soin d'organiser l'inspection.

La vraie solution de l'inspection salariée devait attendre pour voir enfin le jour le décret de 1865, qui la confiait aux ingénieurs des mines, et ce n'est que la loi de 1874 qui créerait des inspecteurs uniquement affectés à cette fonction.

Reste la question des sanctions.

Après en avoir discuté, il fut décidé que les pères, mères et tuteurs ne seraient pas punis des infractions à la loi. Il suffirait, a-t-on pensé, des manufacturiers, plus coupables parce que plus éclairés que les parents, habitués de tout temps à cet état de choses et qui avaient souvent l'excuse du besoin. Au surplus, leurs rapports avec leurs enfants seraient loin de s'en trouver ensuite améliorés ; une hostilité latente, une rancœur tenace ne manqueraient pas de s'installer au foyer et de chasser toute la douceur des rapports familiaux. Enfin, qui nourrirait la famille pendant que les parents seraient en prison, ou dans quels fonds puiserait-on pour payer l'amende encourue ?

Evidemment la grave objection demeure que personne ne sera puni au cas où les parents feraient travailler leurs enfants successivement chez deux fabricants dont chacun se trouverait en accord avec la loi.

En ce qui concerne les manufacturiers, l'infraction était considérée comme une contravention et non pas comme un délit ; la gravité attachée à la comparution devant le tribunal correctionnel était trop grande pour que l'on ait pu se décider à la leur infliger ; ce serait d'ailleurs jeter sur eux un discrédit trop grave pour que leur prestige s'en puisse remettre dorénavant.

CHAPITRE X

INEXECUTION DE LA LOI

La loi de 1841 était donc bien incomplète ; il semble pourtant qu'on aurait pu en obtenir quelques résultats, dans le domaine restreint auquel elle se bornait. Qu'en fut-il fait ?

Nous ne possédons guère que des témoignages de son inexécution. L'on est même frappé, en lisant des récits postérieurs de quelques années à sa promulgation, de voir combien ils sont identiques à ceux qui l'avaient précédée. Blanqui, pour 1848, ne parle pas autrement que Villermé en 1839 : « On rencontre encore, nous dit-il, dans toutes les fabriques, une foule d'enfants occupés avant l'âge fixé par la loi, et qui portent des traces non équivoques de cet emploi prématuré. »

« Il est de fait, dira Daniel Le Grand, que sous le régime de la loi de 1841, la population ouvrière s'est encore rabougrie. »

Qu'il nous suffise enfin de citer ce passage du « projet de règlement d'administration publique pour l'ap-

plication des lois de 1841 et de 1850 », présenté à la conférence Molé, par MM. de Waziers et Van der Crusse, le 16 avril 1855 : « Vous frémissez encore, Messieurs, en vous rappelant d'avoir lu récemment dans les journaux les motifs de la condamnation à 15 mois d'emprisonnement du fabricant Feinert, aux environs de Paris, qui employait dans ses ateliers de fleurs artificielles vingt enfants de 10 à 17 ans confiés par l'hospice de Clermont. Il les frappait avec des instruments de torture, avec une cravache en caoutchouc, un fouet de cordes à nœuds. Deux jeunes filles sont mortes à l'hôpital, presque en sortant de ses ateliers, des suites de mauvais traitements. Il faisait travailler ces enfants de 6 heures du matin à 11 heures du soir, quelquefois toute la nuit. Pendant onze semaines, il tint enchaîné un enfant de 15 ans pour lui ôter l'envie de s'évader. Pour ces malheureux, jamais de repos, jamais d'éducation ni morale ni religieuse. » « Quand bien même l'application de la loi ne ferait que limiter le temps où les enfants sont enfermés dans une atmosphère insalubre, chaude, humide, ou remplie de poussière comme on la respire dans la plupart des ateliers et manufactures, ce serait déjà un véritable service rendu à la population ouvrière. Vous le savez, Messieurs, dans nos départements manufacturiers, la jeune population flétrie avant l'âge par des travaux excessifs peut à peine fournir le contingent que

réclame la défense du pays... » Toujours les mêmes faits, toujours les mêmes arguments; décidément, rien n'a changé.

Qu'avait-il donc été fait en exécution de la loi de 1841 ?

Et d'abord, comment le gouvernement s'était-il acquitté de sa tâche d'organiser l'inspection, condition vitale de la loi ?

Dès le 25 mars, Cunin-Grédaine envoyait, à cette fin, une circulaire prescrivant de prendre à l'intérieur de chaque circonscription les mesures nécessaires, variables avec les besoins locaux. Il protestait en termes pompeux de sa volonté que la loi soit exécutée, rappelait que la responsabilité en incombait désormais à l'administration. « Cette exécution importe à l'honneur du pays : l'œuvre des pouvoirs législatifs ne peut être frappée d'impuissance et se réduire à un vain hommage rendu aux principes d'humanité et de morale qui l'ont provoquée. » Était-il besoin de le dire ? Puis il donnait quelques directives ; fidèle à son excessive prudence, il recommandait de choisir des inspecteurs « haut placés dans l'estime et la confiance de leurs concitoyens », qui feraient bénévolement leur travail et agiraient surtout par la persuasion et par le prestige de leur personne. Ils éviteront de « porter ombrage à l'industrie ou d'éveiller les justes susceptibilités des chefs d'établissements. Le respect de la pro-

priété est une obligation impérieuse pour tout le monde; il est un devoir sacré pour celui devant qui la loi abaisse toutes les barrières. »

Les circulaires ultérieures parlaient de semblable façon. Nous voyons dans quelle voie le gouvernement s'engageait; elle ne devait pas le mener loin.

En fait, les mesures adoptées demeurèrent parfaitement inefficaces ; dans chaque localité les préfets, faisant appel au dévouement des hommes de bonne volonté, constituèrent des commissions gratuites dont les membres étaient incompetents s'ils étaient choisis en dehors de l'industrie, hostiles à leurs concurrents au cas contraire. Ils manquaient de moyens de contrôle; on les trompait sur l'âge des enfants, la durée du travail, on produisait de faux certificats, on renvoyait momentanément un ou plusieurs ouvriers pour réduire leur nombre à 19 au moment de l'inspection et échapper à la loi. Quelques-uns, les plus consciencieux, ceux qui prenaient à cœur leur tâche, écœurés de ces procédés, préférèrent donner leur démission plutôt que de se sentir complices.

Le système se révélait tellement insuffisant que certaines localités décidèrent de leur propre initiative la création d'inspecteurs spéciaux, rémunérés sur le budget départemental. Le Conseil général du Nord donna l'exemple ; c'était pourtant, l'on s'en souvient, l'un des plus hostiles à la réforme lors des enquêtes

de 1837 et 1840. Il fut peu à peu suivi par le Pas-de-Calais, la Somme, la Seine-Inférieure; mais, malgré le vœu du Conseil général du Nord pour que ces dépenses soient désormais portées comme obligatoires au budget départemental, ce mouvement ne se généralisa pas; le ministre se borna à encourager les préfets des autres départements à répandre cet exemple.

D'où une inégalité, à l'intérieur d'une même industrie, entre différentes régions, et une infériorité dans la concurrence pour les localités les plus généreuses : là la loi était observée, ailleurs elle ne l'était pas.

Il fallait généraliser. La Société Industrielle de Mulhouse l'avait demandé dès 1843, en réclamant la création d'inspecteurs salariés, dans une pétition qui n'avait rencontré aucun écho.

Le résultat était-il plus appréciable en ce qui concerne la fréquentation scolaire ? Comment en aurait-il pu être ainsi ? A Lille, il y avait place pour 5.000 enfants dans les écoles, alors qu'aux termes de la loi 11.000 auraient dû y être admis ; dans le reste de la France les choses étaient à l'avenant, pires encore à Paris.

Sans doute on fit un effort : quelques écoles furent fondées, d'autres agrandies; on ouvrit quelques classes du soir. Certains manufacturiers créèrent des écoles à l'intérieur même de leurs usines. Mais combien tout cela demeurerait insuffisant !

L'indolence du gouvernement restait d'ailleurs absolue sur toute la ligne ; cette loi de 1841, qu'il s'était laissé arracher à si grand'peine, il s'appliquait maintenant à la faire échouer par une sorte de résistance passive. Non seulement il constatait sans s'émouvoir l'inefficacité de l'inspection, il négligeait de créer les écoles indispensables, mais en aucun domaine il ne prenait les mesures que la loi avait laissées à sa charge : aucun règlement d'administration publique ne fut rendu, pas plus de ceux qui étaient obligatoires que de ceux dont l'opportunité était abandonnée à l'appréciation du gouvernement. Cette idée d'essai provisoire et d'améliorations successives, qui avait présidé à l'élaboration de la loi, en avait-on si complètement perdu le souvenir ? N'est-on pas plutôt fondé à se demander s'il n'y avait pas eu là un moyen de sauver les apparences tout en refusant de s'engager sincèrement dans la voie des réformes ?

Dupin posa franchement la question en 1847 à la Chambre des Pairs : « Plus de six ans se sont écoulés depuis la promulgation de la loi qui concédait ce généreux patronage, et pendant ces six ans l'administration n'a pas trouvé qu'une seule industrie fût dangereuse, qu'une seule fût particulièrement pénible pour l'adolescence ou pour l'enfance. Dans ce même laps de temps, de grands manufacturiers, d'une haute intelligence, ont établi pour leurs ateliers de semblables res-

trictions, et leur exemple n'a pas été suivi par l'autorité pour prescrire les mêmes règles aux établissements de même nature dans tout le reste du royaume. Le gouvernement avait la faculté d'élargir, autant qu'il le croirait convenable, le cercle des manufactures, des usines et ateliers soumis à la loi; il n'en a fait aucun usage. »

Et pourtant rien de cette inaction, rien de cette inexécution absolue n'apparaît dans le rapport présenté au roi par Cunin-Gridaine en juillet 1845; rapport teinté d'un vague optimisme, qui se tient à de larges généralités et dont on ne peut tirer aucune conclusion précise; sa lecture nous révèle de manière frappante l'attitude qui était celle du gouvernement : l'on y voit à chaque paragraphe l'affirmation que la loi est observée « sauf quelques exceptions »; si on ne rencontre plus dans les usines d'enfants de moins de 8 ans, « la situation n'est pas aussi satisfaisante en ce qui concerne les enfants de 8 à 12 ans »... Prend-on au moins des mesures en conséquence ? Le gouvernement s'est borné pour tout effort à adjoindre dans quelques départements les vérificateurs des poids et mesures aux inspecteurs, et Cunin-Gridaine ne doute pas « qu'une fermeté persévérante et les moyens nouvellement adoptés n'assurent l'exécution complète dans les localités qui se trouvaient en retard ». C'est se contenter à peu de frais.

Pour l'interdiction du travail de nuit, l'observation des dimanches et jours fériés, elles sont « généralement exécutées; les dérogations ne se présentent plus qu'à l'état d'exceptions ».

En ce qui concerne la fréquentation scolaire, tout le monde fait des efforts pour l'assurer; « malheureusement toutes les communes n'ont pas d'école ». Qu'attend-on pour en créer ? Bien mieux, « l'institution de petites écoles intérieures, aux frais du manufacturier, prend un développement progressif. Il faut espérer qu'elle continuera à se propager ». Et le gouvernement s'en tient à cet espoir. Et il se comporte de même façon pour toutes les questions visées par la loi.

Aussi n'a-t-on pas de peine à comprendre les violents articles publiés par la presse, et que la *Quotidienne* ait pu qualifier ce rapport de « pure mystification » et le *Constitutionnel* dire qu'il « tenait du roman ». Ces journaux nous révèlent de leur côté des faits précis contre lesquels ne peut lutter aucune littérature : quarante-huit inspecteurs, nous dit-on, avaient été créés à Paris, et ailleurs à l'avenant — il n'en coûtait rien de les multiplier puisqu'ils étaient bénévoles; — sur ces quarante-huit, vingt avaient donné leur démission, refusant de se rendre complices de l'inexécution de la loi, gênés de se trouver dans une fausse situation et dépourvus d'autorité réelle; dans la banlieue, sur vingt-cinq il n'en restait que

quinze; des quartiers entiers de Paris n'avaient jamais été visités. Quant aux vérificateurs des poids et mesures, dont l'institution n'était d'ailleurs pas obligatoire, ils avaient déjà leur travail propre, et leur adjonction n'avait servi de rien.

CHAPITRE XI

LE PROJET DE 1847.

De tous côtés s'élevaient des réclamations : les fabricants protestaient contre les inégalités de traitements ; ceux qui avaient fait un sincère effort, ne se voyant pas imités, y renonçaient. Les quelques rapports d'inspecteurs que nous possédons constataient une inexécution totale ou du moins une application incomplète ; beaucoup d'entre eux avaient démissionné. D'autre part les préfets et autorités locales, les Chambres de commerce et les Chambres consultatives des arts et manufactures, enfin les trois Conseils généraux de l'agriculture, des manufactures et du commerce, consultés, avaient été unanimes à demander une nouvelle législation. La presse se faisait violente.

Le gouvernement finit par s'émouvoir et par céder aux pressantes instances de réforme : un nouveau projet de loi fut présenté à la Chambre des Pairs par Cunin-Gridaine le 15 février 1847.

Ce projet était d'ailleurs loin de donner satisfaction

aux réclamations qui en avaient motivé le dépôt ; c'était un recul sur la précédente loi, et l'abandon de tous les principes adoptés alors : il y avait, disait Cunin-Gridaine dans l'exposé des motifs, de grands obstacles à l'application de la loi de 1841 : la nomenclature des établissements protégés était incomplète ; aussi proposait-il d'englober désormais toutes les manufactures et ateliers. D'autre part, la durée de 8 heures pour la journée de travail des enfants entre 8 et 12 ans était en fait impraticable, et le système des relais avait révélé à l'usage tous ses inconvénients ; le résultat final était très généralement l'exclusion complète des enfants de moins de 12 ans, lourde charge pour les familles en même temps que véritable danger pour ces derniers, livrés à la rue. La solution, Cunin-Gridaine la voit dans le recul à 10 ans de l'âge d'admission, et la durée uniforme de 12 heures de travail pour tous. La difficulté de la fréquentation scolaire se trouve résolue par là même, puisque l'enfant a deux années de plus à consacrer à son instruction.

La mémoire du ministre est-elle si courte ? De tout cela l'on a discuté en 1841, et cette solution, qu'il propose comme nouvelle, on l'a rejetée après avoir reconnu qu'elle soulevait de multiples objections.

Et c'est là tout ce que nous trouvons dans ce projet ; du manque de surveillance et de la nécessité de créer

une inspection salariée, il n'est pas fait mention. Par contre, le gouvernement prétend étendre d'un seul coup la protection à tous les établissements industriels, alors que, limitée aux grandes entreprises, il s'est révélé incapable d'en assurer l'exécution.

Dupin, nommé rapporteur à la Commission de la Chambre des Pairs, devait faire rapidement justice de ce projet, et démontrer le but réel que poursuivait Cunin-Gridaine : se débarrasser des entraves de la loi et faire travailler les enfants à discrétion. La Commission discutait en toute connaissance de cause : elle avait entendu les principaux représentants de l'intérêt manufacturier : président du Conseil général des manufactures, président du Conseil de prud'hommes de la ville de Paris, représentants des industries textiles des centres manufacturiers d'Alsace, de Picardie, de Flandre, de Normandie, des environs de Paris... tout le monde était d'accord.

Dans son rapport présenté le 29 juin, Dupin, après avoir montré de quelle manière c'est au gouvernement et à son incurie qu'il fallait imputer l'échec de la loi de 1841, reprenait tous les prétextes invoqués dans l'exposé des motifs pour les anéantir l'un après l'autre. C'était au gouvernement d'étendre graduellement la protection à mesure que le besoin s'en faisait sentir ; or, il n'est jamais intervenu et maintenant brusquement, par une loi et sans essais intermédiaires, il prétend généraliser à toutes les manufac-

tures, usines et ateliers du royaume. Dupin s'étonne d'autre part de la confiance que Cunin-Gridaine témoigne aux parents en s'imaginant que les deux années où les manufactures cesseront d'être ouvertes aux enfants seront fidèlement consacrées à l'école ; au contraire on peut avoir quelques raisons de penser que c'est par les rues et livrés à eux-mêmes que se passera le plus clair de leur temps. Et désormais, occupés 12 heures par jour, toute éducation leur sera impossible ; or, que sait un enfant de 10 ans !

Dupin se montre impitoyable : « Vous venez à présent, s'écrie-t-il, nous demander de renoncer à notre œuvre ; quand l'Angleterre, la Prusse, l'Autriche, la Confédération germanique nous donnent des leçons d'humanité ! Vous soutenez des doctrines que vous avez, il y a six ans à peine, réfutées, combattues. Vous accusez la loi de n'avoir pas réussi à concilier les intérêts de l'industrie et ceux de l'humanité, et c'est l'humanité que vous sacrifiez ! »

Suivait le projet, qui fut substitué à celui du gouvernement.

Le domaine de la loi était étendu, sans être absolument général ; il comprenait, quitte à élargir progressivement, toutes les fabriques employant plus de 10 ouvriers, ou 5 personnes soumises aux prescriptions de la loi. Les deux chiffres de 8 ans et 8 heures étaient maintenus ; une heure à l'école, prise sur le temps du

travail, était assurée trois fois par semaine. Enfin et surtout une inspection salariée, tant attendue, tant réclamée, était créée.

Il faut signaler aussi que, comme on pouvait le prévoir et comme surtout il devait en être par la suite, l'interventionnisme faisant son chemin, la limitation de la journée à 12 heures était étendue aux femmes.

Ce projet était intéressant et, voté, eût épargné bien des souffrances qui devaient attendre longtemps encore avant de voir enfin leur terme.

Sans doute, en ce qui concerne la liste des manufactures protégées, il n'était encore qu'une demi-mesure : un peu plus large que la loi de 1841, il s'arrêtait comme elle en chemin, à des chiffres tout aussi arbitraires qu'auparavant ; puisqu'une inspection salariée était enfin créée, il semble qu'il n'y avait guère de raisons, cette fois, de laisser encore hors de cause la petite industrie : le fait punissable l'est également partout ; ce qu'il fallait poursuivre et supprimer était l'abus de l'enfant, quelles que fussent les conditions qui l'entouraient. Et cela même dans l'atelier de famille ; beaucoup de pères n'étaient pas plus tendres pour leurs enfants que les maîtres ou contremaîtres ; Villermé n'avait-il pas constaté jadis que c'est par eux surtout que les mauvais traitements continuaient à être administrés ?

Mais ce projet avait l'immense mérite de créer enfin

des inspecteurs rémunérés qui, consacrés à la seule tâche de veiller à l'application de la loi, auraient l'obligation professionnelle de s'en acquitter consciencieusement, et pourraient le faire avec une réelle autorité.

Ce projet devait être voté sans difficulté par la Chambre des Pairs en février 1848 ; l'intervalle des sessions avait, comme en 1840, été employé à une enquête auprès des Chambres de commerce, au cours de laquelle la Société industrielle de Mulhouse avait été appelée à faire connaître son opinion ; des renseignements avaient également été pris en Angleterre.

Mais la révolution de 1848 vint réduire à néant la loi avant même son vote définitif et briser ce nouvel effort.

CONCLUSION

La question du travail des enfants dans les manufactures tomba alors dans un long sommeil ; la révolution de 1848, et la seconde République, période si active, avec le nouvel élan du socialisme, en ce qui concerne la protection ouvrière, devait la négliger complètement ; le gouvernement provisoire, aidé de la Commission du Luxembourg, commença une grande œuvre, qui devait d'ailleurs tourner court, mais il ne fut plus question de réformer la loi de 1841 ni de veiller à son exécution. Il fallut attendre jusqu'en 1874 ; et pourtant le projet était fait, il avait été voté par les Pairs... il ne fut pas repris.

Depuis 1874, les lois se sont succédé, et le petit ouvrier a enfin obtenu une protection raisonnable ; il a aujourd'hui le droit d'avoir une vraie enfance avant d'être attelé au travail, et l'atelier s'est désormais fait humain.

Nous le voyons, la loi de 1841 n'a été qu'une première pierre dans le grand édifice de la protection ouvrière actuelle ; mais il faut à toutes choses un début, presque assuré soit-il d'un demi-échec.

Limitée d'abord aux enfants, l'intervention de l'Etat s'est étendue à toute la population ouvrière ; le pas est large à franchir pourtant jusqu'à l'adulte, et des difficultés nouvelles ne manquèrent pas de surgir pour ce dernier.

La loi de 1841, nous l'avons vu, n'a guère soulevé d'objections de principe, pas plus d'ailleurs qu'un principe ne l'avait inspirée. Au cours des débats aux Chambres, une forte opposition s'est fait sentir, mais on reculait surtout, semble-t-il, devant les difficultés pratiques d'une telle loi, on redoutait la gêne qui devait en résulter pour l'industrie et pour la famille ouvrière. Sans doute n'a-t-on pas manqué d'arguer au passage de l'inviolabilité du domicile ou de l'autorité paternelle ; mais les faits étaient là pour témoigner, sur ce dernier point, que le père se faisait bien mal le défenseur de son enfant et qu'il était indispensable de protéger celui-ci contre l'avidité de ses parents.

La liberté du travail n'était pas en jeu, puisque l'enfant ne s'engage pas lui-même mais est représenté par son père. Il en était autrement en ce qui concerne la femme qui, elle, est capable de contracter : il y avait là un premier pas à franchir, qui l'avait été déjà en 1848, mais devant lequel on recula en 1874. Et pourtant à quoi bon protéger l'enfant si l'on abandonne la femme ? L'avenir de la race n'est-il pas tout aussi compromis si la mère se livre, avant la nais-

sance, à un travail qui l'épuise ? La moralité de l'enfant n'est-elle pas liée à celle de sa mère et subordonnée à une vie de famille unie, à un foyer qui ne soit pas délaissé ? La raison d'humanité qui avait été le vrai motif de la loi de 1841 intervient d'ailleurs tout aussi bien en faveur de la femme, moins résistante que l'homme, proie désignée à l'épuisement et aux maladies.

Enfin pour l'ouvrier adulte, la conviction mit longtemps à se faire unanime que l'État devait intervenir en sa faveur pour éviter qu'il ne fasse abus de sa liberté ; si à l'origine la protection eut pour motif l'inégalité de forces entre l'ouvrier, pauvre, isolé, ignorant, et le patron, il en va autrement aujourd'hui. Mais l'idée est désormais admise ; en dépit de son inefficacité immédiate, la loi de 1841 a bien fait son chemin.

Vu : Le Doyen,
H. BERTHÉLEMY.

Vu : Le Président,
William OUALID

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

1^o Archives nationales :

Commerce et industrie, F12 4704-4706.

2^o Journaux et publications :

Artisan.

Atelier.

Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse.

Courrier Français.

Journal du Peuple.

Moniteur universel.

Populaire.

Quotidienne.

3^o Auteurs:

Audiganne. — *Les populations ouvrières.*

Bères (Emile). — *Les classes ouvrières.*

Blanqui (Adolphe Jérôme). — *Cours d'économie industrielle.*

Buret (Eugène). — *De la misère des classes laborieuses en France et en Angleterre.*

Commissaire (Sébastien). — *Mémoires et souvenirs.*

Ducpétiaux. — *De la condition physique et morale des jeunes ouvriers et des moyens de l'améliorer.*

Festy. — *Le mouvement ouvrier de 1830 à 1834.*

Fournières. — *Histoire socialiste.*

- Frégier.** — *Des classes dangereuses de la population dans les grandes villes.*
- Gérando.** — *Traité de la bienfaisance publique.*
- Jaurès.** — *Histoire socialiste.*
- Jay.** — *La protection légale des travailleurs.*
- Lavisse.** — *Histoire de France contemporaine.*
- Lebreton.** — *Heures de repos d'un ouvrier.*
- Le Grand (Daniel).** — *Lettres d'un industriel des montagnes des Vosges à M. François Delessert.*
- Levasseur.** — *Histoire des classes ouvrières.*
- Mataja.** — *Origines de la protection ouvrière en France.*
- Moroguer.** — *De la misère des classes ouvrières.*
- Sismondi.** — *Nouveaux principes d'économie politique.*
- Simon (Jules).** — *L'ouvrier de huit ans.*
- Tr stan (Flora).** — *Promenades dans Londres.*
- Villeneuve-Bargemont.** — *Economie politique chrétienne.*
- Villermé.** — *Discours sur la durée trop longue du travail des enfants dans beaucoup de manufactures.*
Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie.
- Wolowski.** — *Le travail des enfants dans les manufactures.*
-

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre premier. — Le drame de l'enfance ouvrière.....	7
— II. — Les idées	23
— III. — Efforts de propagande.....	31
— IV. — L'enquête de 1837	39
— V. — Inaction du gouvernement. Nouvel effort de propagande	65
— VI. — Le projet de loi. A la Chambre des Pairs.....	70
— VII. — A la Commission de la Chambre des députés. L'enquête de 1840.....	82
— VIII. — A la Chambre des députés. La loi.....	96
— IX. — L'accueil fait à la loi. Commentaire et critique	105
— X. — Inexécution de la loi.....	118
— XI. — Le projet de loi de 1847.....	127
Conclusion	133
